



Conseil de sécurité

Distr. générale
1^{er} décembre 2023
Français
Original : anglais

Lettre datée du 28 novembre 2023, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur le Soudan du Sud créé en application de la résolution 2206 (2015) du Conseil de sécurité

Les membres du Groupe d'experts créé par la résolution [2206 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité, dont le mandat a été prorogé conformément à la résolution [2683 \(2023\)](#) du Conseil, ont l'honneur de transmettre ci-joint leur rapport d'activité, soumis en application du paragraphe 19 de la résolution.

Le rapport a été communiqué le 3 novembre 2023 au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [2206 \(2015\)](#) concernant le Soudan du Sud, qui l'a examiné le 17 novembre 2023.

Le Groupe d'experts vous serait reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et du rapport d'activité à l'attention des membres du Conseil de sécurité et de le faire publier comme document du Conseil.

Le Coordonnateur du Groupe d'experts
sur le Soudan du Sud
(*Signé*) Michael **Gibb**
(*Signé*) Mayank **Bubna**
Expert
(*Signé*) Ivonne **Gallegos**
Experte
(*Signé*) Thato **Ramoeletsi**
Expert
(*Signé*) Valerie **Yankey-Wayne**
Experte



Rapport d'activité du Groupe d'experts sur le Soudan du Sud présenté en application de la résolution 2683 (2023)

Résumé

Les dirigeants sud-soudanais indiquent que les élections, fixées à présent au mois de décembre 2024, sont le moyen de sortir le pays du bourbier de la transition. Elles ne permettront pas de réaliser les aspirations de la période de transition, mais pour bon nombre de personnes lassées par un processus politique dirigé par Djouba, qui a concrètement très peu amélioré leur vie, elles y mettront pour le moins un terme.

Hors des rangs du Mouvement populaire de libération du Soudan (MPLS), parti du Président du Soudan du Sud, Salva Kiir Mayardit, nombreux sont ceux qui s'inquiètent de ce que les principales dispositions de l'Accord sur le règlement du conflit au Soudan du Sud, indispensables pour des élections libres et régulières, ne soient pas encore appliquées, face aux nombreux problèmes qui se présentent.

Si bon nombre d'entre eux sont ancrés dans la politique fracturée du pays, d'autres, comme les inondations provoquées par les changements climatiques, sont extérieurs. Le 15 avril 2023, un conflit a éclaté entre des factions rivales au sein des forces de sécurité soudanaises. Malgré l'action de médiation du Président Kiir et d'autres dirigeants de la région, le conflit au Soudan pourrait se prolonger et avoir de graves conséquences pour le Soudan du Sud.

Plus de 350 000 personnes ont franchi la frontière soudanaise pour se rendre au Soudan du Sud depuis le mois d'avril ; la plupart cherchaient refuge dans des États frontaliers déjà en proie à une crise humanitaire. L'insécurité alimentaire localisée, exacerbée par la perturbation des voies de ravitaillement essentielles depuis le nord, a eu des conséquences catastrophiques, tandis que la rivalité autour des ressources qui en a résulté accentuait les tensions intercommunautaires.

Le pétrole sud-soudanais a continué de couler, mais demeure entièrement subordonné aux voies d'exportation à travers le Soudan. Près de 90 % des recettes publiques restent donc dangereusement tributaires des intérêts stratégiques des factions soudanaises rivales, qui se sont chacune emparées d'une partie de cette infrastructure vitale.

Ces problèmes extérieurs ont toutefois aggravé de nombreuses plaies que le Soudan du Sud s'est infligées à lui-même.

Les réformes du secteur de la sécurité, notamment le déploiement des Forces unifiées nécessaires, demeurent lentes et doivent maintenant progresser en dehors de toute médiation soudanaise, qui avait été indispensable pour surmonter les obstacles par le passé. Dans le même temps, la poursuite du recrutement et l'intégration parallèle des groupes de milices ont affaibli la cohésion et la discipline au sein des Forces sud-soudanaises de défense du peuple. Les bas salaires et les conditions de travail médiocres continuent d'inciter les soldats à se tourner vers l'économie parallèle, notamment par la vente d'armes et de munitions aux populations civiles qui participent à des razzias de bétail et à d'autres violences infranationales. Les tentatives parallèles de désarmer les civils sont souvent entravées par la méfiance à l'égard des institutions nationales, les populations visées craignant d'être fragilisées et laissées sans protection.

Ni les élections ni le déploiement des Forces unifiées nécessaires n'apporteront de solutions rapides à ces problèmes.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Contexte	4
A. Mandat et déplacements	4
B. Coopération avec les organisations internationales et les autres parties prenantes	4
C. Méthode de travail	5
II. Conflit au Soudan	5
A. Effet humanitaire du conflit au Soudan	5
B. Le pétrole sud-soudanais s'expose aux perturbations	8
C. Action de médiation du Soudan du Sud	11
III. Progrès limités concernant les réformes du secteur de la sécurité	12
A. Forces unifiées nécessaires	12
B. Affaiblissement de la cohésion du secteur de la sécurité	13
C. Ventes illicites de munitions	14
D. Violence à Pochalla	15
E. Campagnes de désarmement civil qui sont sources de division	17
F. Conflit avec le Front de salut national	18
IV. Élections	19
V. Conclusion	20
VI. Recommandations	21
Annexes*	22

* Les annexes sont distribuées uniquement dans la langue de l'original et n'ont pas été revues par les services d'édition.

I. Contexte

A. Mandat et déplacements

1. Par sa résolution [2206 \(2015\)](#), le Conseil de sécurité a imposé un régime de sanctions visant des personnes et des entités qui participent au conflit au Soudan du Sud et créé un comité des sanctions (Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [2206 \(2015\)](#) concernant le Soudan du Sud). Le 1^{er} juillet 2015, le Comité a désigné six personnes devant faire l'objet de sanctions ciblées. Par l'adoption de sa résolution [2428 \(2018\)](#), le Conseil a imposé un embargo sur les armes sur le territoire sud-soudanais et ajouté deux personnes à la liste des personnes désignées. Le 30 mai 2023, il a adopté la résolution [2683 \(2023\)](#), dans laquelle il a reconduit le régime de sanctions jusqu'au 31 mai 2024.
2. Par sa résolution [2683 \(2023\)](#), le Conseil de sécurité a également prorogé jusqu'au 1^{er} juillet 2024 le mandat du Groupe d'experts sur le Soudan du Sud chargé de fournir au Comité des informations et des analyses qui l'aideraient dans ses travaux, notamment pour ce qui est de désigner des personnes ou entités qui se livreraient aux activités décrites au paragraphe 7 de la résolution [2206 \(2015\)](#).
3. Le 21 juillet 2023, après avoir consulté le Comité, le Secrétaire général a nommé les cinq membres du Groupe d'experts (voir [S/2023/548](#)).
4. Durant la période considérée, le Groupe d'experts s'est rendu deux fois au Soudan du Sud.

B. Coopération avec les organisations internationales et les autres parties prenantes

5. Bien qu'il mène ses travaux indépendamment des organismes et institutions des Nations Unies, le Groupe d'experts tient à remercier la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) ainsi que d'autres membres du personnel des Nations Unies, en particulier à New York.
6. Le Groupe d'experts se félicite de la coopération dont a fait preuve le Gouvernement sud-soudanais, notamment des possibilités qui lui ont été données de s'entretenir avec la Mission permanente du Soudan du Sud auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York, des représentants des Ministères de l'intérieur, des mines, des affaires humanitaires et de la gestion des catastrophes, et des finances et de la planification, de hauts représentants du Gouvernement de l'État de Jongleï, des commandants de haut rang des Forces sud-soudanaises de défense du peuple, des membres de l'Assemblée législative nationale provisoire revitalisée représentant tous les partis et d'autres représentants du Gouvernement et des organes de sécurité.
7. Du 23 au 27 octobre 2023, le Coordonnateur du Groupe d'experts s'est rendu à Djouba et à Malakal à l'appui d'une visite du Président du Comité des sanctions et de sa délégation et s'est entretenu avec le Président, Salva Kiir Mayardit, le Premier Vice-Président, Riek Machar, ainsi qu'avec bon nombre de ministres et le Gouverneur par intérim de l'État du Haut-Nil.
8. Au paragraphe 18 de sa résolution [2683 \(2023\)](#), le Conseil de sécurité a souligné qu'il importait que le Groupe d'experts tienne des consultations régulières avec les États Membres concernés, les organisations internationales, régionales et sous-régionales et la MINUSS. Le Groupe d'experts a pu mener des consultations approfondies avec des représentants d'organes et d'organismes des Nations Unies au Soudan du Sud et ailleurs. Il a également consulté la majeure partie des mécanismes

de sécurité créés par l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit au Soudan du Sud (« accord de paix »), ainsi qu'avec la société civile sud-soudanaise. Il s'est entretenu également avec de nombreuses représentations diplomatiques, tant à New York qu'à Djouba.

9. Le Groupe d'experts a adressé sept lettres officielles au Gouvernement sud-soudanais, aux organes de l'ONU et à des entités commerciales et a reçu six réponses concrètes. Il a également écrit au Gouvernement sud-soudanais pour lui communiquer un résumé des principales conclusions du présent rapport et a offert d'intégrer sa réponse dans l'annexe au présent rapport.

C. Méthode de travail

10. Le présent rapport a été établi sur la base des recherches et des enquêtes menées par le Groupe d'experts, largement conduites d'août à octobre 2023, qui a procédé à de nombreux entretiens pour collecter un ensemble d'informations crédibles, obtenues de sources très diverses. Il a examiné les documents mis à sa disposition par des personnes, des entités commerciales, des sources confidentielles et le Gouvernement sud-soudanais. Il s'est également inspiré de travaux antérieurs, dont des rapports au Conseil de sécurité et au Comité, tant publics que confidentiels.

11. Le Groupe d'experts a respecté les normes recommandées par le Groupe de travail informel du Conseil de sécurité sur les questions générales relatives aux sanctions dans son rapport de décembre 2006 (S/2006/997). Il a corroboré les informations figurant dans le présent rapport au moyen de sources multiples et indépendantes afin de respecter le critère de preuve exigé.

12. Le Groupe d'experts a mené ses travaux dans la plus grande transparence et a été soucieux de respecter la confidentialité de ses sources si nécessaire.

II. Conflit au Soudan

13. Le 15 avril 2023, un conflit a éclaté au Soudan entre les Forces d'appui rapide, qui sont sous le commandement de Mohamed Hamdan « Hamidti » Dagalo, et les Forces armées soudanaises qui sont sous le commandement d'Abdel Fattah Bourhan. Le nombre de personnes qui ont été déplacées depuis est estimé à 7,1 millions et une urgence humanitaire s'est rapidement fait jour¹. Pendant la propagation du conflit, d'autres groupes ont été happés dans les combats, dont les deux factions du Mouvement populaire de libération du Soudan-Nord, tandis que la faction Abdelaziz al-Hélou attaquait des positions des Forces armées soudanaises dans le sud et la faction Malik Agar s'alignait sur Bourhan.

14. La perspective d'une prolongation du conflit au Soudan a de graves conséquences politiques et humanitaires pour le Soudan du Sud et laissé son économie dangereusement exposée, face à l'évolution des incitations militaires et économiques proposées par les factions soudanaises rivales.

A. Effet humanitaire du conflit au Soudan

15. L'effet le plus immédiat du conflit sur le Soudan du Sud a été humanitaire. En octobre 2023, on estimait à 350 000 le nombre de personnes ayant fui vers le Soudan

¹ Organisation internationale pour les migrations (OIM), « Sudan Faces World's Largest Internal Displacement Crisis », 16 octobre 2023.

du Sud, un plus grand nombre d'entre elles entrant par des points de passage non officiels². La majorité étaient sud-soudanaises, bien que le Soudan du Sud ait également accepté de grands nombres de Soudanais et de ressortissants d'autres pays déplacés par les combats.

16. La plupart de ces personnes se sont rendues dans l'État du Haut-Nil³ qui, tout comme l'État voisin de Jongleï, connaissait déjà une urgence humanitaire, à la suite des inondations et des violences infranationales persistantes qui s'étaient produites du mois d'août 2022 au mois de mars 2023⁴. Par conséquent, même avant que le conflit n'éclate au Soudan, un tiers de la population de l'État de Jongleï et près de 20 % de la population de l'État du Haut-Nil faisaient face à des conditions d'insécurité alimentaire « d'urgence » (Phase 4)⁵, tandis que les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays comprenaient déjà quelque 20 % de la population des deux États⁶.

17. Dans ce contexte, l'arrivée de centaines de milliers de personnes, souvent traumatisées par un voyage pénible à travers le Soudan, a placé d'énormes contraintes sur une intervention humanitaire déjà mise à rude épreuve. De nombreuses personnes s'étant déplacées depuis le Soudan ont signalé des meurtres, des violences sexuelles et fondées sur le genre et des pillages le long des principaux itinéraires menant au Soudan du Sud⁷.

18. Dans l'État du Haut-Nil, les centres de transit et les sites d'accueil ont été rapidement submergés, ce qui a donné lieu à ce que certains travailleurs humanitaires ont qualifié de « catastrophes très localisées »⁸. Malgré une action humanitaire considérable, près de 90 % des arrivants ont connu une insécurité alimentaire immédiate⁹. Dans certains cas, les taux de malnutrition dépassaient les seuils de famine¹⁰, ce qui a entraîné des hospitalisations et des décès, y compris parmi les enfants¹¹.

19. Inévitablement, bon nombre de nouveaux arrivants se sont également installés dans des zones déjà frappées par la violence, dont la capacité d'absorption était faible. En mai, des personnes déplacées se sont disputé l'accès aux ressources, notamment à

² Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), OIM et Commission de secours et de relèvement du Soudan du Sud, tableau de bord en ligne des mouvements de population du Soudan au Soudan du Sud et entretiens avec des observateurs humanitaires dans les États frontaliers, septembre et octobre 2023.

³ HCR, OIM et Commission de secours et de relèvement du Soudan du Sud, tableau de bord en ligne des mouvements de population du Soudan au Soudan du Sud et entretiens avec des observateurs humanitaires dans les États frontaliers, septembre et octobre 2023.

⁴ Voir les précédents rapports du Groupe d'experts (S/2022/284 et S/2023/294).

⁵ Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire, « South Sudan: acute food insecurity situation October–November 2022 and projections for December 2022–March 2023 and April–July 2023 ».

⁶ Ibid. Voir également les données de l'OIM sur le déplacement au Soudan du Sud : lieux de référence autour du 14 et du 21 septembre 2023.

⁷ Voir, par exemple, REACH Initiative, « Emergency situation overview: Sudan-South Sudan cross border displacement: June 2023 », 21 juin 2023 et *The City Review*, « Returnees fleeing war in Sudan accuse soldiers of robbery, rape », 9 juin 2023.

⁸ Entretiens avec des agents humanitaires dans l'État du Haut-Nil, septembre 2023.

⁹ Analyse humanitaire de l'insécurité alimentaire, août 2023, conservée dans les dossiers du Groupe d'experts. Voir également Bureau de la coordination des affaires humanitaires, « South Sudan: response to the Sudan crisis situation », rapport n°15, 13 octobre 2023.

¹⁰ Entretiens avec des agents humanitaires, septembre 2023. Voir également « Reach, South Sudan displacement crisis: Critical conditions in areas of transit and return threaten health, wellbeing, and sustainable integration », 5 septembre 2023.

¹¹ Médecins Sans Frontières, « South Sudan: people returning from Sudan are arriving in alarming health conditions », 31 août 2023.

l'eau près de Renk (État du Haut-Nil), tandis que des centaines de personnes tentaient d'entrer de force dans le site de protection des civils à Malakal¹². Un député du Parlement de l'État du Haut-Nil a décrit quelques mouvements de population comme un « danger existentiel » pesant sur les populations locales¹³. Des tensions analogues ont été signalées entre les Fallata et les Jalahak dans le comté de Melout¹⁴.

20. Dépouillés de leurs biens, souvent séparés de leurs familles et entièrement tributaires de l'aide, de nombreux réfugiés et des personnes de retour au pays ont été également exposés à l'exploitation et aux mauvais traitements¹⁵. Au cours d'une évaluation dans le nord de l'État de Jonglei, 13 cas d'enlèvement d'enfants et de violences sexuelles contre des mineurs ont été consignés du mois de juin au mois d'août 2023¹⁶. Au moins sept enfants ont été tués par des groupes armés et quatre autres sont morts de faim¹⁷. Plusieurs adolescentes auraient également été mariées de force dans le cadre d'un « mécanisme de survie »¹⁸. Des demandes de faveurs sexuelles en échange d'une aide humanitaire auraient été signalées à Renk¹⁹. Alors que des personnes de retour au pays se disputaient les ressources et les moyens de transport au Soudan du Sud, le Groupe d'experts a reçu de nombreux témoignages d'extorsion et de corruption dans les États du Haut-Nil et de Ouarrap²⁰.

21. Ces pressions humanitaires ont été accentuées par les conséquences économiques du conflit au Soudan. Malgré les milliards de dollars alloués à la construction de routes²¹, les États septentrionaux au Soudan du Sud demeurent fortement tributaires des voies de ravitaillement du Soudan, lesquelles ont été gravement perturbées au lendemain du conflit, entraînant des pénuries et des hausses de prix qui ont aggravé l'insécurité alimentaire.

22. Au mois de mai 2023, les prix des carburants avaient augmenté de près de 50 %, tandis que les stocks de nourriture dans les régions frontalières étaient sérieusement épuisés²². Le coût minimum du panier alimentaire nécessaire à la survie a bondi de 28 % dans l'ensemble du pays, doublant dans certaines régions frontalières²³. Les prix des denrées alimentaires restent « anormalement élevés » selon les travailleurs humanitaires, bien que les commerçants se soient également adaptés à de nouveaux itinéraires informels pour se réapprovisionner, y compris en cas de détournement et

¹² Entretiens avec des notables, des observateurs internationaux et des membres du personnel de sécurité, mai 2023.

¹³ *The City Review*, « Lawmakers want forces deployed at the border with Sudan », 12 mai 2023.

¹⁴ Entretiens avec des observateurs humanitaires et de la sécurité, octobre 2023.

¹⁵ Nonviolent Peace Force, « From conflict to conflict: protection needs and responses in South Sudan amid the Sudan crisis », juin 2023, et REACH Initiative, « Sudan crisis: cross-border assessment – returnee/refugee household survey », fiche d'information, mai 2023.

¹⁶ Rapport d'évaluation humanitaire, août 2023, conservé dans les dossiers du Groupe d'experts.

¹⁷ Ibid.

¹⁸ Ibid.

¹⁹ Groupe de travail sur la protection, OIM, South Sudan NGO Forum, Évaluation rapide des risques d'exploitation sexuelle et de mauvais traitements à Renk (Haut-Nil), juin 2023.

²⁰ Ibid. et entretiens avec des observateurs internationaux, juillet 2023. Voir également Eye Radio, « MPs accuse security forces of extorting money from returnees in Paloch », 25 mai 2023 et *The City Review*, « Claims of bribery, torture mar evacuation of war victims from Paloch », 4 mai 2023.

²¹ Voir annexe 1 et les précédents rapports du Groupe d'experts (S/2020/1141, S/2021/365, S/2022/884 et S/2023/294).

²² Exposés du Groupe sécurité alimentaire et moyens de subsistance, examinés par le Groupe d'experts, mai 2023.

²³ South Sudan Joint Market Monitoring Initiative, 1^{er}-7 mai 2023, fiche d'information, mai 2023.

de pillage de denrées alimentaires dans le cadre de l'intervention humanitaire en cours au Soudan²⁴.

23. Comme l'avait déjà noté le Groupe d'experts²⁵, l'inflation est un problème persistant qui existait avant le conflit au Soudan, alors que les salaires des fonctionnaires ne suivent plus depuis longtemps les augmentations de prix. Une fonctionnaire de l'État de Jongleï a déclaré au Groupe d'experts que son salaire n'était que de 3 000 livres sud-soudanaises (3 dollars) par mois et que « l'argent ne lui était pas versé chaque mois ». Une seule famille peut avoir à déboursé jusqu'à 10 000 livres sud-soudanaises pour acheter un sac de charbon de bois ou de l'eau pour la semaine. « Chaque année est de plus en plus difficile ». « Les habitants n'ont d'autre choix que d'aller dans les zones forestières, chasser, faire du charbon de bois »²⁶. Une habitante de Bor a déclaré au Groupe d'experts qu'elle n'avait pas reçu son salaire du secteur public depuis trois mois²⁷. « Le Gouvernement paie un mois, puis il y a des arriérés ». Dans le contexte de la hausse des prix, cependant, « l'argent est inutile et n'a aucune valeur ». Dans le budget pour 2023/24, des hausses considérables de salaires de la fonction publique ont été prévues, bien que les parties ne soient pas d'accord sur l'ampleur des augmentations²⁸.

B. Le pétrole sud-soudanais s'expose aux perturbations

24. Le conflit au Soudan risque également d'avoir un effet économique important sur le Soudan du Sud. Les revenus pétroliers qui sont au cœur de l'économie politique précaire du Soudan du Sud sont entièrement tributaires des oléoducs et ports soudanais. Dès les premières semaines du conflit, les Forces d'appui rapide et les Forces armées soudanaises ont revendiqué diverses parties de ces infrastructures. Bien que les exportations de pétrole n'aient pas été sensiblement perturbées à ce jour, la perspective d'une destruction accidentelle ou délibérée des oléoducs et des gazoducs reste une préoccupation majeure.

25. Le budget pour 2023/24 prévoit que 86 % des recettes publiques du Soudan du Sud seront tirées des exportations de pétrole, sur la base d'une production estimée à 132 000 barils par jour, soit une baisse par rapport aux 151 000 barils enregistrés pendant le précédent exercice²⁹. La presque totalité de ce pétrole est exportée par la voie de deux oléoducs traversant une grande partie du Soudan³⁰.

26. L'un des oléoducs s'étend sur quelque 1 300 kilomètres depuis l'État du Haut-Nil, passe par la centrale thermique d'Oum Dabakir à Kosti puis se dirige vers le nord-est de Khartoum en direction de Port-Soudan³¹. Il transporte le mélange Dar jusqu'au terminal pétrolier 2 de Bachayer, situé au sud de Port-Soudan. Le mélange Dar représente environ 76 % de la production du Soudan du Sud.

²⁴ Entretien avec un observateur humanitaire à Renk, septembre 2023. Corroboré par des photographies obtenues par le Groupe d'experts.

²⁵ Voir le précédent rapport du Groupe d'experts (S/2023/294).

²⁶ Entretien avec le civil n°1 dans l'État de Jongleï, octobre 2023.

²⁷ Entretien avec le civil n°2 dans l'État de Jongleï, octobre 2023.

²⁸ Voir annexe 1.

²⁹ Ministère des finances et de la planification, budget pour l'exercice 2023/24. Voir également l'annexe 1 pour des détails supplémentaires.

³⁰ Il existe peu de capacités de stockage ou de raffinage au Soudan du Sud, hormis une raffinerie à Bentiu (État de l'Unité) dotée d'une capacité de 3 500 barils par jour. Voir aussi Bloomberg, « South Sudan in talks to bypass conflict by trucking oil exports », 30 août 2023.

³¹ Exposés de sociétés pétrolières sud-soudanaises, conservés dans les dossiers du Groupe d'experts. Corroboré par des entretiens avec des entités commerciales, août à octobre 2023.

27. Le second oléoduc s'étend sur plus de 1 600 kilomètres depuis l'État de l'Unité, jusqu'au nord, vers Khartoum, puis le long de l'autre oléoduc jusqu'à Port-Soudan³². Il transporte le mélange Nil produit au Soudan³³ et au Soudan du Sud jusqu'au terminal 1 de Bachayer.

28. Le contrôle de cette infrastructure pétrolière soudanaise essentielle est actuellement réparti entre les Forces d'appui rapide et les Forces armées soudanaises.

29. En avril 2023, les Forces d'appui rapide ont capturé la raffinerie de Jeïli au nord de Khartoum³⁴ ainsi que le territoire traversé par les deux oléoducs. En octobre 2023, elles ont capturé la station de pompage d'Elafon, reliée à l'oléoduc des champs du Haut-Nil³⁵ et, à la fin du mois d'octobre, elles ont pris les champs pétrolifères de Balila (Kordofan occidental) reliés à l'oléoduc du mélange Nil de l'État de l'Unité³⁶.

30. Selon plusieurs sources connaissant bien le secteur pétrolier au Soudan, les Forces d'appui rapide ont puisé du carburant à la raffinerie de Khartoum, probablement la seule en état de marche au Soudan³⁷, opérant néanmoins à une capacité considérablement réduite³⁸. Elles puisent sans doute dans le mélange Nil, pour le traitement duquel la raffinerie avait été construite, qui est produit à la fois au Soudan³⁹ et au Soudan du Sud. Les oléoducs transportant le combustible de la raffinerie vers d'autres lieux au Soudan auraient cependant fermé, ce qui a entraîné une hausse du prix du carburant sur le marché intérieur⁴⁰. Le reste du pétrole brut passant par Khartoum a continué d'être acheminé vers Port-Soudan. Les Forces d'appui rapide n'ont probablement pas de solution simple pour s'y opposer et conservent dans le même temps leur capacité de tirer du carburant de la raffinerie⁴¹.

31. Les Forces armées soudanaises ont, pour leur part, transféré le Ministère du pétrole et le Ministère des finances et de la planification à Port-Soudan⁴². Elles contrôlent ainsi toutes les exportations de pétrole du Soudan et du Soudan du Sud, mais ont également été contraintes d'augmenter leurs importations de carburant raffiné, payées en devises étrangères⁴³.

32. Au mois d'octobre 2023, les exportations de pétrole n'avaient pas été influencées notablement par le conflit au Soudan et avaient même augmenté. Les négociants, comme l'indiquent les données indépendantes relatives aux chargements, ont confirmé que les Ministères de Bourhan avaient vendu plusieurs cargaisons du mélange Nil ces derniers mois, le Soudan du Sud ayant pour sa part vendu plus de

³² Exposés de sociétés pétrolières sud-soudanaises, conservés dans les dossiers du Groupe d'experts.

³³ Le Soudan produit quelque 50 000 barils du mélange Nil par jour. Voir, par exemple, S&P Global, « Sudan crude flows stable after 100 days of civil war », 27 juillet 2023.

³⁴ Voir annexe 2.

³⁵ Voir annexe 3.

³⁶ Déclarations et vidéos publiées par les Forces d'appui rapide, corroborées par des entretiens avec des observateurs internationaux, octobre 2023.

³⁷ Entretiens avec des négociants en pétrole, des milieux d'affaires soudanais et des observateurs internationaux, août à octobre 2023. Il existe des raffineries plus petites à Port-Soudan, El-Obeid, Chajira et Abou Gabra. Elles ne seraient pas opérationnelles.

³⁸ Ibid. Voir également S&P Global, « Sudan crude flows stable after 100 days of civil war », 27 juillet 2023.

³⁹ Les combats visant à contrôler le champ pétrolier de Balila en octobre 2023 auraient entravé la production soudanaise.

⁴⁰ Entretiens avec des observateurs internationaux et des organismes humanitaires actifs au Soudan, septembre et octobre 2023.

⁴¹ Entretiens avec des acteurs commerciaux connaissant bien le secteur pétrolier au Soudan, octobre 2023.

⁴² Ibid.

⁴³ Ibid. Voir également Sudan Tribune, « Finance minister links Sudanese pound's decline to rising demand for dollars in oil imports », 7 octobre 2023.

cargaisons des mélanges Nil et Dar qu'avant le début du conflit. Du mois de mars au mois de mai 2023, les exportations cumulées du Soudan et du Soudan du Sud ont plus que doublé⁴⁴.

33. Ces volumes d'exportation confirment que l'infrastructure pétrolière demeure largement intacte, mais aussi que la capacité nationale de raffinage et de production énergétique du Soudan est très réduite, d'où une exportation plus importante de pétrole. L'évacuation du champ de Balila au Soudan, signalée en octobre, pourrait néanmoins entraîner une réduction de la quantité de mélange Nil dont disposent les Forces d'appui rapide et les Forces armées soudanaises et met également en relief les tentatives actives faites par les parties de remanier ce fragile équilibre économique⁴⁵.

34. Traditionnellement, le Soudan du Sud utilise les infrastructures soudanaises moyennant le versement de redevances au Soudan. En vertu d'un accord conclu pour la première fois en 2012, le Soudan du Sud paie des redevances cumulées de 9,1 dollars par baril pour le pétrole transporté depuis l'État du Haut-Nil et de 11 dollars par baril pour le pétrole transporté depuis l'État de l'Unité⁴⁶.

35. Par ailleurs, le Soudan du Sud a payé 15 dollars par baril pour la mise au point de l'arrangement financier transitoire de 3,028 milliards de dollars conclu au moment de l'indépendance et renégocié en 2016 puis en 2018⁴⁷. Dans le même temps, il s'est mis à effectuer des paiements au moyen de transferts en nature d'environ 28 000 barils par jour du mélange Dar vers le Soudan. Ces transferts ont été répartis entre la raffinerie de Khartoum⁴⁸ et la centrale de Kosti⁴⁹.

36. Ces transferts en nature vers le Soudan ont maintenant probablement cessé ou considérablement diminué, ni les Forces armées soudanaises ni les Forces d'appui rapide n'ayant la capacité de raffiner de grandes quantités de mélange Dar, comme l'indique également l'augmentation des exportations du Soudan du Sud⁵⁰. Un responsable soudanais a déclaré au Groupe d'experts que le Soudan du Sud effectuait peut-être encore des paiements sous forme d'une petite quantité de mélange Dar à la centrale thermique d'Oum Dabakir contrôlée par les Forces armées soudanaises⁵¹ et plusieurs membres du secteur pétrolier ont estimé qu'il versait des redevances en espèces aux ministères contrôlés par les Forces armées soudanaises⁵². Au mois de juin 2023, le Gouvernement sud-soudanais a confirmé que des montants continuaient d'être versés au Soudan⁵³.

⁴⁴ Entretiens avec des acteurs commerciaux, septembre et octobre 2023. Corroboré par des données obtenues de TankerTrackers.com. Voir annexe 4.

⁴⁵ Entretiens avec des observateurs internationaux, des responsables sud-soudanais et des négociants en pétrole, septembre et octobre 2023.

⁴⁶ Voir annexe 5.

⁴⁷ Ibid.

⁴⁸ Selon les experts pétroliers soudanais, la raffinerie de Khartoum ne peut traiter le mélange Dar que s'il est d'abord amalgamé avec le mélange local Foula, procédé se déroulant généralement dans une installation à Kosti.

⁴⁹ Comme l'avait indiqué précédemment le Groupe d'experts (S/2023/294), le Soudan du Sud considère que l'accord financier transitoire a été remboursé en mars 2022 et estime que le Soudan lui doit plus de 658 millions de dollars en redevances excédentaires, selon des documents publics. Voir également annexe 6.

⁵⁰ Voir annexe 4.

⁵¹ Entretien avec un responsable soudanais, octobre 2023.

⁵² Entretiens avec des responsables sud-soudanais et des négociants en pétrole, septembre et octobre 2023.

⁵³ Documents confidentiels préparés par le Ministère du pétrole. Dans les projets de budget soudanais, les droits de transit du Soudan du Sud sont estimés en 2023 à 319 milliards de livres soudanaises (500 millions de dollars).

37. Les groupes d'opposition soudanais supposent qu'un tel arrangement financier existe, certains interprétant les efforts faits par les Forces d'appui rapide pour prendre le contrôle de la station de pompage d'Elafon servant à exporter le mélange Dar sud-soudanais comme une tentative d'obtenir une part des redevances qui, d'après eux, sont versées aux Forces armées soudanaises⁵⁴. Les mêmes groupes d'opposition non signataires ont donc envisagé d'obtenir leur propre parcelle d'infrastructure, au Soudan ou au Soudan du Sud, afin d'arracher eux aussi des concessions analogues⁵⁵. Lors de la prise des champs de Balila en octobre, les Forces d'appui rapide ont indiqué dans un communiqué : « Nous savons pertinemment que les recettes pétrolières n'entrent pas dans le Trésor soudanais d'une manière qui serve l'intérêt supérieur de notre peuple »⁵⁶.

38. Au-delà de l'intérêt de puiser du carburant à la raffinerie de Khartoum, les Forces d'appui rapide semblent également conscientes des effets que pourrait avoir, sur les plans perceptuel et diplomatique, une perturbation des flux de pétrole. Lors de la capture de l'installation d'Elafon en octobre 2023, par exemple, les combattants des Forces d'appui rapide sont apparus dans une vidéo soigneusement mise en scène, montrant l'installation intacte et promettant de la garder et de la protéger pour le compte des populations soudanaise et sud-soudanaise⁵⁷. Dans une deuxième vidéo, datant d'octobre, on voit les Forces d'appui rapide en train de « remettre la station » à des ingénieurs, à qui l'on demande d'attester qu'elle est « en bon état de marche »⁵⁸.

39. Exception faite de l'incendie qui a détruit la tour emblématique de la Greater Nile Petroleum Oil Company à Khartoum en septembre 2023, les deux parties semblent désireuses de se présenter comme des garantes responsables du secteur pétrolier national, élément indispensable pour le Soudan du Sud, qui pourrait aussi être salubre concernant d'autres États influents de la région, tels que les Émirats arabes unis, qui traitent des quantités importantes des deux mélanges⁵⁹.

40. Le secteur pétrolier sud-soudanais compte également sur Port-Soudan pour l'importation de matériaux et de matériel essentiels au maintien de la production. Ces voies de transit ont été considérablement perturbées par le conflit. En juin, le Gouvernement a annoncé qu'il importerait des produits essentiels par les ports du Kenya et de Djibouti, malgré l'augmentation des coûts suscitée⁶⁰.

C. Action de médiation du Soudan du Sud

41. Dans les semaines qui ont suivi l'éclatement du conflit au Soudan, le Président Kiir a participé à une série d'efforts régionaux et bilatéraux visant à régler et à désamorcer le conflit, tout en préconisant la protection des infrastructures pétrolières⁶¹. Le Soudan du Sud est le garant de l'Accord de Djouba pour la paix au Soudan de 2021 et a entretenu des relations étroites tant avec Bourhan qu'avec Hamidti ces dernières années.

⁵⁴ Entretien avec un groupe armé non signataire, octobre 2023.

⁵⁵ Ibid.

⁵⁶ Déclaration des Forces d'appui rapide dans les médias, en date du 30 octobre 2023.

⁵⁷ Voir annexe 3.

⁵⁸ Ibid.

⁵⁹ Entretiens avec des négociants en pétrole, septembre et octobre 2023. Voir également Mees, « Fujairah bunker market eyes Sudan violence implications », 28 avril 2023. Voir également annexe 7.

⁶⁰ Déclarations de la Nile Petroleum Corporation Limited conservées dans les archives du Groupe d'experts.

⁶¹ Voir par exemple les déclarations du Cabinet du Président du Soudan du Sud, publiées le 16 avril, le 18 avril, le 8 mai, le 17 mai et le 4 septembre 2023.

42. Le Soudan du Sud semblait prêt à mener un rôle de médiation de premier plan en avril et en mai 2023, avant que des efforts internationaux rivaux ne mènent rapidement à ce que certains observateurs ont qualifié de « débâcle »⁶². Le Président du Kenya, William Ruto, a cherché à contrôler l'action de médiation, du fait qu'il dirigeait le Quatuor de pays pour le règlement de la situation en République du Soudan de l'Autorité intergouvernementale pour le développement, mais a été largement rejeté par Bourhan, en raison de ses liens présumés avec les dirigeants des Forces d'appui rapide⁶³. Les pourparlers de Djedda, menés par l'Arabie saoudite, sont alors devenus la principale voie de médiation, mettant le Soudan du Sud sur la touche, mais n'ont enregistré que des progrès limités.

43. Le Président Kiir a donc continué de se concerter bilatéralement avec les principales parties prenantes au conflit en cours au Soudan, recevant à Djouba à la fois Bourhan⁶⁴ et des dirigeants des Forces d'appui rapide⁶⁵, tout en s'efforçant de projeter une image de neutralité malgré ce que certains ont qualifié de sympathie à l'égard de Bourhan⁶⁶. Ces sympathies sont toutefois partiellement neutralisées par les liens qu'entretiennent les Forces d'appui rapide avec d'autres membres éminents de l'entourage du Président Kiir.

III. Progrès limités concernant les réformes du secteur de la sécurité

44. Une préoccupation plus large concernant l'effet du conflit au Soudan est qu'il compromette la dynamique enclenchée par le processus de paix au Soudan du Sud, y compris les réformes du secteur de la sécurité qui n'ont que trop tardé, alors que les dirigeants soudanais avaient joué un important rôle de médiation à cet égard⁶⁷.

A. Forces unifiées nécessaires

45. La formation du premier contingent des Forces unifiées nécessaires a commencé il y a plus d'un an. En juin 2023, un accord de principe a été conclu sur l'unification de la structure de commandement intermédiaire qui, tout comme l'embargo sur les armes, avait été précédemment recensée comme étant l'un des obstacles au déploiement des forces ayant achevé leur formation par le Mouvement/Armée populaire de libération du Soudan au Gouvernement (M/APLS au Gouvernement)⁶⁸. Les nominations officielles n'ont toutefois pas encore été faites, les parties devant encore se mettre d'accord sur la répartition des postes au sein des Forces sud-soudanaises de défense du peuple et de la police⁶⁹.

⁶² International Crisis Group, « Time to try again to end Sudan's war », 21 juillet 2023.

⁶³ Entretiens avec des observateurs internationaux et des responsables sud-soudanais, septembre et octobre 2023.

⁶⁴ Bourhan s'est entretenu avec le Président Kiir à Djouba dernièrement le 4 septembre 2023.

⁶⁵ Le 17 mai 2023, l'Envoyé spécial des Forces d'appui rapide, Youssef Izzat, s'est entretenu avec le Président Kiir à Djouba.

⁶⁶ Entretiens avec des représentants du Gouvernement et de l'opposition, août à octobre 2023.

⁶⁷ Des exemples notables comprennent l'unification de la structure de haut commandement en avril 2022.

⁶⁸ Voir annexe 8. Entretiens avec des dirigeants de l'APLS tant dans l'opposition qu'au Gouvernement, octobre 2023.

⁶⁹ Entretiens avec des dirigeants de l'APLS tant dans l'opposition qu'au Gouvernement, octobre 2023.

46. Le 11 septembre 2023, cependant, tous les diplômés ont reçu l'ordre de réintégrer leur centre de formation⁷⁰. Du fait qu'ils n'étaient pas payés, nourris ou déployés, bon nombre d'entre eux se sont dispersés parmi la communauté⁷¹. Les responsables ont admis qu'il n'était pas certain que toutes les forces diplômées reviennent et un « processus de revérification » a donc été lancé pour réévaluer les forces restantes⁷².

47. Parallèlement, le 7 septembre 2023, des plans ont été annoncés en vue de la formation d'un deuxième contingent, d'après lesquels toutes les forces de l'opposition seraient cantonnées dans 17 nouveaux sites et les Forces sud-soudanaises de défense du peuple resteraient dans leurs casernes actuelles. Treize autres « zones de rassemblement » ont été recensées, concernant les forces autres que militaires⁷³.

48. Les membres des forces d'opposition ont été informés qu'ils ne seraient pas autorisés à participer au processus s'ils n'étaient pas munis d'une arme⁷⁴. De hauts responsables du secteur de la sécurité ont également déclaré au Groupe d'experts que les forces de l'opposition devraient se présenter en formation militaire appropriée, sans un nombre excessif d'officiers de rang supérieur⁷⁵. Les éléments existants des Forces sud-soudanaises de défense du peuple ne seraient pas tenus de s'enregistrer avec une arme, celles-ci étant censées se trouver parmi les stocks existants⁷⁶. Des dirigeants du M/APLS au Gouvernement ont déclaré au cours d'entretiens qu'ils considéraient désormais les Forces unifiées nécessaires comme un moyen de rassembler les forces de l'opposition, en prévision de leur regroupement et de leur intégration dans les rangs existants des Forces sud-soudanaises de défense du peuple⁷⁷.

B. Affaiblissement de la cohésion du secteur de la sécurité

49. La cohésion au sein des forces de sécurité du Soudan du Sud a continué dans l'ensemble de se dégrader en raison des bas salaires et des mauvaises conditions, en plus de la fragmentation suscitée par les nouveaux recrutements et l'intégration parallèle d'autres groupes armés.

50. En octobre 2023, par exemple, des officiers ont accéléré l'intégration des éléments de Johnson Olony dans les Forces sud-soudanaises de défense du peuple. L'intégration de commandants tels qu'Olony, qui avait joué un rôle central dans les récentes violences survenues dans l'État du Haut-Nil, a été un facteur de division⁷⁸, tandis que certains s'interrogeaient sur l'indiscipline parmi les rangs de ces

⁷⁰ Voir annexe 9.

⁷¹ Voir le précédent rapport du Groupe d'experts (S/2023/294). Corroboré par des entretiens avec des observateurs internationaux et des membres de divers mécanismes de sécurité, septembre et octobre 2023. Voir également Sudans Post, « Investigative: food crisis at training camps threatens security arrangements as soldiers desert », 20 octobre 2023.

⁷² Entretiens avec des observateurs du secteur de la sécurité, Djouba, septembre 2023. Voir annexe 10.

⁷³ Voir annexe 10.

⁷⁴ Ibid. Les forces de l'APLS dans l'opposition ont reçu un ordre semblable avant le premier contingent de cantonnement et d'entraînement des Forces unifiées nécessaires, mais cet ordre ne semble pas avoir été largement exécuté, selon des entretiens tenus avec des responsables du M/APLS au Gouvernement, février 2023 et octobre 2023.

⁷⁵ Entretiens avec des observateurs du secteur de la sécurité et des responsables du M/APLS au Gouvernement, septembre 2023.

⁷⁶ Ibid.

⁷⁷ Entretiens avec des ministres, Djouba, octobre 2023.

⁷⁸ Eye Radio, « Government, Agwelek form committee to speed up integration of fighters », 4 octobre 2023. Voir le précédent rapport du Groupe d'experts (S/2023/294).

éléments⁷⁹. Peu après l'intégration dans les Forces sud-soudanaises, les représentants d'Olony ont également rejoint le parti politique MPLS lors d'un rassemblement électoral et d'une activité de mobilisation dans la région du Haut-Nil où Olony conserve une influence considérable⁸⁰, ce qui a suscité des craintes au sujet de la politisation des Forces sud-soudanaises⁸¹. De même, en octobre, plusieurs commandants de l'APLS dans l'opposition ont fait défection pour rejoindre les Forces sud-soudanaises dans l'État de l'Unité et ont également rallié le MPLS peu de temps après⁸².

51. Les Forces sud-soudanaises de défense du peuple et l'APLS dans l'opposition ont également procédé à de nouveaux recrutements, parfois en guise de « formations de remise à niveau » en plusieurs lieux, notamment dans les États de l'Unité, de Bahr el-Ghazal septentrional⁸³ et de Bahr el-Ghazal occidental⁸⁴. Des enfants semblent avoir été recrutés par les forces gouvernementales dans l'Équatoria occidentale⁸⁵.

C. Ventes illicites de munitions

52. Le non-versement de salaires réguliers et suffisants a également donné lieu à un marché informel florissant d'armes et de munitions, des agents du secteur de la sécurité cherchant à compléter leurs maigres revenus. Les munitions vendues, à leur tour, se sont souvent retrouvées chez des pilliers de bétail ayant participé à de récentes violences infranationales⁸⁶. Le Groupe d'experts a appris que les munitions étaient plus facilement disponibles que l'eau potable dans l'État de Jonglei⁸⁷. Il a recensé plusieurs éléments de munitions susceptibles d'avoir été fabriqués après l'embargo sur les armes imposé par la résolution 2428 (2018) en mai 2018⁸⁸.

53. Le Groupe d'experts s'est entretenu avec plusieurs membres des services de sécurité de rang inférieur qui n'avaient pas reçu régulièrement leur solde pendant des mois. Lorsqu'ils touchent leur solde d'un montant de 2 600 livres sud-soudanaises (2,5 dollars), elle est insuffisante pour subvenir aux besoins d'une famille. Beaucoup se tournent donc vers la vente de munitions à des civils sur le marché illicite⁸⁹.

54. Un soldat a déclaré : « Vous devez comprendre que je dois survivre. Je ne soutiens ni la guerre, ni la criminalité, ni les razzias de bétail, mais il existe un marché

⁷⁹ Entretien avec un commandant Agwelek, octobre 2023.

⁸⁰ Déclaration à la presse du Bureau du Gouverneur de l'État de l'Unité, 30 septembre. Voir également *The City Review*, « Upper Nile: Olony joins Kiir's endorsement team in Malakal », 2 octobre 2023.

⁸¹ Correspondance avec un journaliste, octobre 2023.

⁸² Entretien avec un responsable du Gouvernement dans l'État de l'Unité, octobre 2023. Déclaration à la presse du Bureau du Gouverneur de l'État de l'Unité, 8 octobre.

⁸³ Entretiens avec un observateur de la société civile, un activiste local et un responsable, mai et octobre 2023. Noté également dans un rapport de la South Sudan Broadcasting Corporation le 16 mai. Voir également *Eye Radio*, « NBGs: 280 officers trained on policing ethics, human rights », 17 mai 2023.

⁸⁴ Rapports d'observateurs internationaux, examinés par le Groupe d'experts, mai 2023.

⁸⁵ Entretien avec un observateur local et des observateurs de la sécurité en Équatoria-Occidentale, août 2023. Voir également MINUSS, « The UN family and partners pool in efforts to release six child soldiers », 28 septembre 2023.

⁸⁶ Voir le précédent rapport du Groupe d'experts (S/2023/294). Voir également annexe 11.

⁸⁷ Entretien avec un civil, État de Jonglei, octobre 2023.

⁸⁸ Voir annexe 11.

⁸⁹ Voir également le communiqué de presse du Bureau du Commissaire, comté de la Rivière-Yei, 10 octobre 2023, indiquant un transfert d'armes des forces locales à des bandes criminelles.

pour la vente de munitions. Des éleveurs en ont besoin par exemple pour protéger leur bétail »⁹⁰.

55. Le soldat a expliqué au Groupe d'experts qu'il lui était facile de vendre les munitions qui étaient en sa possession. Les criminels, en particulier à Djouba, achètent des munitions pour pistolet, tandis que les gardiens de troupeaux et les pillards recherchent généralement de plus gros calibres. « Les gardiens de troupeaux viennent généralement acheter des AKM et des PKM »⁹¹. Le soldat a déclaré au Groupe d'experts qu'il pouvait vendre des munitions pour AKM et toucher de 800 à 1 000 livres sud-soudanaises, tandis que les munitions pour PKM se vendaient à environ 2 500 livres, ce qui représentait, dans certains cas, le salaire mensuel d'un soldat à l'époque⁹². Les quantités plus importantes nécessitent la collaboration d'officiers ayant accès aux magasins de munitions. « Il n'existe pas d'enregistrement en bonne et due forme dans nos armureries ou encore de système permettant de compter ce qui entre ou sort. Tout le monde le fait »⁹³.

56. Un caporal, interrogé séparément, a déclaré au Groupe d'experts : « En raison de la nature de notre travail, nous avons des munitions en permanence... Pour un court trajet, nous pouvons demander plus de munitions que nécessaire. Nous les vendons ensuite dans la rue »⁹⁴. Il a confirmé qu'il n'existait « aucun mécanisme » de contrôle du « flux d'armes et de munitions provenant de nos arsenaux ». « Je vends généralement des munitions pour pistolet aux habitants de Djouba ». « Les AKM sont plus populaires ; presque chaque foyer en possède un ». « Les gardiens de troupeaux achètent généralement des chargeurs », qui se vendent à environ 30 000 livres sud-soudanaises.

57. Un troisième officier subalterne a montré au Groupe d'experts des munitions pour AK-47 qu'il gardait dans sa poche⁹⁵. « La plupart de ces armes ne sont pas enregistrées avec leur numéro de série... Quand je rentre chez moi, je peux déposer mon arme et, le lendemain, retourner avec une autre arme ».

D. Violence à Pochalla

58. La poursuite de l'affaiblissement de la cohésion au sein des Forces sud-soudanaises de défense du peuple a également été mise en relief au cours des récents combats qui se sont déroulés parmi leurs rangs à Pochalla (Zone administrative du Grand Pibor).

59. Le 17 septembre 2023, les forces se trouvant sous le commandement du colonel Achuil Ayat Deng dans les Forces sud-soudanaises de défense du peuple ont exécuté l'ancien commandant à Pochalla des Forces sud-soudanaises, le colonel Joseph Okony Okwom Othow, prétendument pour avoir hébergé un soldat en fuite⁹⁶. Une passante civile a également été blessée par balle au cours de l'incident⁹⁷. L'assassinat du commandant, qui faisait partie des Anyuak de Pochalla, a poussé des jeunes armés

⁹⁰ Entretien, État de l'Équatoria-Central, octobre 2023.

⁹¹ L'AKM est un fusil d'assaut et le PKM une mitrailleuse alimentée par bandes, dont différents modèles sont courants au Soudan du Sud.

⁹² Voir annexe 1.

⁹³ Ibid. Voir également annexe 12.

⁹⁴ Entretien, État de l'Équatoria-Central, octobre 2023.

⁹⁵ Entretien, État de l'Équatoria-Central, octobre 2023.

⁹⁶ Entretiens avec un témoin oculaire et un observateur humanitaire à Pochalla, septembre 2023. Voir également annexe 14 et Radio Tamazuj, « Former Pochalla SSPDF commander shot dead », 18 septembre 2023.

⁹⁷ Entretiens avec un témoin oculaire et un observateur humanitaire à Pochalla, septembre 2023. Voir également annexe 14.

du secteur à se mobiliser⁹⁸. Cette situation a divisé les membres locaux des Forces sud-soudanaises, certains soldats anyuak s'étant ralliés aux jeunes⁹⁹.

60. En riposte à l'attaque menée par la suite contre la caserne des Forces sud-soudanaises de défense du peuple à Pochalla, le Gouvernement a déployé au moins un hélicoptère d'attaque¹⁰⁰ qui a également visé des zones civiles¹⁰¹. Trois jours de combats ont entraîné le déplacement de quelque 12 000 civils, tant à l'intérieur du pays qu'en Éthiopie¹⁰². Plusieurs civils ont été tués et 20 agents humanitaires évacués¹⁰³.

61. Les Forces sud-soudanaises de défense du peuple ont affirmé qu'elles faisaient face à une rébellion de jeunes armés¹⁰⁴, mais cette caractérisation a été contestée par des groupes de la société civile et les Anyuak¹⁰⁵. Ils ont imputé la violence à un paysage fracturé sur les plans politique et de la sécurité dans la zone, qui comprend bon nombre de groupes armés et de commandants, souvent pris au piège de leurs propres conflits locaux.

62. Certains, comme la faction « Cobra » dominée par les Murle et dirigée par David Yau, ont été officiellement intégrés aux Forces sud-soudanaises de défense du peuple¹⁰⁶. D'autres, comme Joshua Konyi, ancien représentant du Gouvernement et actuel commandant des Forces sud-soudanaises à Pibor, ont pris le commandement d'unités militaires locales à la suite d'une nomination politique¹⁰⁷. Ces unités militaires disparates conservent une autonomie et une influence locale importantes et entretiennent d'étroits liens avec la jeunesse armée locale¹⁰⁸.

63. Quelques-unes de ces unités militaires ont participé au processus d'unification et semblent se mobiliser en fonction des besoins¹⁰⁹. Elles portent des noms tels que « Brigade 23 », « Bataillon Agrab », « Bataillon 188 » et « Brigade spéciale »¹¹⁰ et contournent généralement la hiérarchie militaire, en rendant compte directement au quartier général des Forces sud-soudanaises de défense du peuple.

⁹⁸ Entretien avec un journaliste, septembre 2023. Voir également annexes 14 et 15.

⁹⁹ Enquête sur le terrain menée par des observateurs internationaux, septembre 2023, examinée par le Groupe d'experts. Voir également annexes 14 et 15.

¹⁰⁰ Entretien avec un témoin local et un commandant des Forces sud-soudanaises de défense du peuple, septembre et octobre 2023. Confirmé également dans la déclaration d'un porte-parole des Forces sud-soudanaises, 19 septembre 2023.

¹⁰¹ Entretiens avec un témoin local et un agent humanitaire, septembre 2023. Photographies obtenues par le Groupe d'experts. Un rapport comportant une analyse des dommages occasionnés à Pochalla effectuée par un expert local en septembre 2023 est également conservé dans les dossiers du Groupe d'experts.

¹⁰² Entretiens avec un témoin local et un agent humanitaire, septembre 2023. Voir également Bureau de la coordination des affaires humanitaires, aperçu humanitaire du Soudan du Sud, septembre 2023.

¹⁰³ Entretien avec un témoin, septembre 2023. Corroboré par des rapports d'observateurs internationaux.

¹⁰⁴ Déclaration d'un porte-parole des Forces sud-soudanaises de défense du peuple, 18 septembre. Voir également Radio Tamazuj, « Armed Anyuak youth attacked us in Pochalla'-SSPDF's Gen. Ruai », 19 septembre 2023.

¹⁰⁵ Voir annexes 15 et 16. Voir également Radio Tamazuj, « CEPO urges dialogue to resolve Pochalla crisis », 23 septembre 2023.

¹⁰⁶ International Crisis Group, « South Sudan: Jonglei – “We have always been at war” », décembre 2014.

¹⁰⁷ Small Arms Survey, *Real but Fragile: The Greater Pibor Administrative Area* (Genève, 2015).

¹⁰⁸ Document non publié d'un analyste, janvier 2022.

¹⁰⁹ Entretiens avec des observateurs locaux, septembre 2023. Voir annexe 16. Voir également Sudans Post, « Eyewitnesses say hundreds of army troops and armed youth heading to attack Pochalla », 1^{er} octobre 2023.

¹¹⁰ Entretiens avec des observateurs internationaux et locaux, septembre 2023.

64. La présence de ces unités d'orientation tribale, associée à une nomenclature mixte, a créé des « confusions »¹¹¹ quant à la loyauté et à la composition des forces, aggravant les sentiments de marginalisation parmi les Anyuak¹¹².

65. Plusieurs roquettes utilisées dans les combats ont été identifiées par le Groupe d'experts comme faisant partie d'une cargaison antérieure à l'embargo sur les armes, ce qui confirme la circulation de stocks remontant pratiquement à une dizaine d'années¹¹³. Le 11 octobre, les Forces sud-soudanaises de défense du peuple ont à nouveau déployé au moins un hélicoptère de combat à Pochalla¹¹⁴. Cela correspond à une augmentation récente de l'utilisation d'hélicoptères d'attaque par ces forces¹¹⁵.

E. Campagnes de désarmement civil qui sont sources de division

66. Les campagnes de désarmement des civils ont été la pierre angulaire de la récente politique de sécurité du Gouvernement sud-soudanais. En mars 2023, le Président Kiir a enjoint au Ministre de la défense de donner la priorité au désarmement des civils à l'échelle nationale¹¹⁶, un message qu'il a ensuite rappelé aux gouverneurs¹¹⁷.

67. De nombreux représentants du Gouvernement ont déclaré au Groupe d'experts que la prolifération des armes de poing au sein de la population civile demeurerait un grave problème, décrivant la manière dont des milices de jeunes, par exemple, pouvaient maîtriser des agents de sécurité. Les responsables ont fait valoir que des Forces unifiées nécessaires bien armées seraient donc essentielles à l'approche des élections¹¹⁸, bien que les enquêtes précitées du Groupe d'experts aient mis aussi en évidence les risques de transferts d'armes entre des forces organisées et la population civile.

68. Les campagnes de désarmement ont souvent été source de division et peuvent accentuer davantage les tensions intercommunautaires. Les populations locales accusent souvent les forces de désarmement de partialité, étant donné qu'elles sont, une fois désarmées, souvent exposées aux attaques et aux raids menés par d'autres populations¹¹⁹.

69. Les efforts de désarmement récents ont porté sur les Moundari et les Bari en Équatoria-Central. Le 30 juin 2023, deux soldats de la Garde présidentielle ont été tués dans une zone à prédominance bari près de Djouba, lors d'un conflit entre deux fractions moundari¹²⁰. En réaction, près de 900 membres des forces gouvernementales¹²¹ ont été dépêchés dans la périphérie de Djouba et dans le comté de Terekeka, bien que de nombreux jeunes Moundari armés aient déjà choisi de partir avant le début de la campagne de désarmement¹²². Les populations locales se sont vite

¹¹¹ Entretien avec un observateur humanitaire, septembre 2023.

¹¹² Entretien avec un témoin et un observateur humanitaire, septembre 2023. Voir également annexes 14 et 15.

¹¹³ Documents confidentiels.

¹¹⁴ Photographies obtenues par le Groupe d'experts et correspondance avec un témoin, octobre 2023.

¹¹⁵ Voir annexe 17 pour plus de précisions.

¹¹⁶ Déclaration du Cabinet du Président, 30 mars 2023.

¹¹⁷ Déclaration du Cabinet du Président, 24 juillet 2023.

¹¹⁸ Entretiens avec des responsables du Gouvernement et de l'État, octobre 2023.

¹¹⁹ Voir également le rapport du Groupe d'experts (S/2022/884) concernant une campagne de désarmement de 2022 à Tonj-Nord (État de Ouarrap).

¹²⁰ Voir annexe 18.

¹²¹ South Sudan Broadcasting Corporation, « Government deploys forces to quell insecurity in Juba and surrounding areas », 15 juillet 2023.

¹²² Entretiens avec un journaliste et un représentant de la société civile, août 2023. Corroboré par des rapports d'observateurs internationaux, août 2023.

plaintes de mauvais traitements¹²³, tandis que plusieurs civils moundari étaient arrêtés à Terekeka¹²⁴ et au moins deux femmes violées¹²⁵. Les soldats déployés près de Djouba ont été accusés de désarmer des civils bari afin de faciliter l'accaparement de leurs terres¹²⁶. Les populations locales ont affirmé que les responsables militaires avaient imposé une censure sur les informations afin d'en restreindre la diffusion¹²⁷.

70. Les déclarations publiques des représentants des populations de l'Équatoria portent à croire que la campagne de désarmement a entraîné une érosion de la confiance envers le Gouvernement. Un représentant local a souligné qu'ils ne devaient plus aucun respect au Gouvernement¹²⁸. D'autres se sont plaints de ce que les populations de l'Équatoria comme les Moundari, soient visées par le désarmement, car elles « posaient moins de problèmes »¹²⁹ que les Dinka Bor, qui étaient d'importants sympathisants du Président sur les plans politique et militaire.

71. Selon des rapports préliminaires, au moins 4 000 armes ont été ramassées pendant l'exercice de désarmement dans le comté de Terekeka¹³⁰ et 1 700 autres dans le comté de Djouba¹³¹. Elles auraient été puisées dans les stocks du Gouvernement, et un haut fonctionnaire a indiqué qu'elles avaient peut-être été remises aux forces de police¹³².

F. Conflit avec le Front de salut national

72. L'État de l'Équatoria-Central continue d'enregistrer des violences importantes en raison du conflit opposant le Gouvernement au Front de salut national¹³³. Aucune des deux parties n'étant en mesure de remporter une victoire militaire décisive sur l'autre et les négociations à Rome étant largement bloquées, le conflit a dégénéré en attaques contre des civils, dont beaucoup ont été pris pour cible par les deux camps.

73. Le Groupe d'experts a interrogé un travailleur humanitaire qui a été battu, dévalisé et menacé par les Forces sud-soudanaises de défense du peuple, qui l'ont accusé d'être de connivence avec le Front de salut national¹³⁴. Quelques mois plus tôt, son frère, toujours porté disparu, avait été enlevé par des combattants du Front au

¹²³ Photographies obtenues par le Groupe d'experts, juillet 2023. Voir également annexe 19.

¹²⁴ Entretiens avec un représentant de la jeunesse et un haut fonctionnaire de l'État ayant participé à l'exercice de désarmement, juillet 2023. Corroboré par des entretiens avec des représentants des populations locales par des observateurs internationaux, revu par le Groupe d'experts, août 2023. Voir également Radio Miraya, « Terekeka MP concerns about disarmament team torturing civilians », 13 septembre 2023.

¹²⁵ Entretien avec un représentant des jeunes, juillet 2023. Corroboré par des observateurs internationaux, juillet 2023. Voir également annexe 20.

¹²⁶ Rapports d'observateurs examinés par le Groupe d'experts, août 2023. Corroboré par des enregistrements sonores de représentants des populations, conservés par le Groupe d'experts, et par des entretiens avec un représentant de la société civile, août 2023. Voir également Eye Radio, « Djouba Commissioner moves office to Lado Payam over land grabbing », 28 août 2023.

¹²⁷ Entretiens et correspondance avec des représentants de la société civile de l'Équatoria, août 2023.

¹²⁸ Enregistrement sonore d'un représentant de la communauté, conservé dans les dossiers du Groupe d'experts, août 2023.

¹²⁹ Entretien avec un observateur international, juillet 2023. Voir également annexe 21.

¹³⁰ Radio Tamazuj, « Close to 4,000 illegal weapons recovered in Terekeka County », 15 août 2023.

¹³¹ Entretien avec un journaliste, août 2023. Voir également Eye Radio, « Disarmament force collects 1,700 guns in Juba outskirts », 15 août 2023.

¹³² Entretien avec de hauts responsables du Gouvernement, Djouba, octobre 2023.

¹³³ MINUSS, note d'information sur les violences touchant les civils, janvier-mars 2023 et note d'information sur les violences touchant les civils, avril-juin 2023.

¹³⁴ Entretien avec la victime et un militant local des droits humains, août 2023. Corroboré par des rapports d'observateurs, examiné par le Groupe d'experts, août 2023, et des photographies obtenues par le Groupe d'experts.

sein d'un groupe de civils et accusé de soutenir les forces gouvernementales dans la région¹³⁵.

74. Des chefs religieux ont également été visés. En juin 2023, la voiture d'un évêque a été incendiée à la suite d'une attaque menée par des éléments alignés sur le Front de salut national¹³⁶. En août 2023, des ecclésiastiques et des fidèles de Nyori et Lasu ont été arrêtés, volés et maltraités par les Forces sud-soudanaises de défense du peuple¹³⁷. De même, en juin 2023, un chef local et deux civils auraient été tués à l'intérieur d'un centre officiel à Lainya après y avoir été emmenés pour être interrogés à la suite d'une embuscade tendue par le Front aux forces gouvernementales¹³⁸. En septembre 2023, dans le payam d'Otogo, un chef local et deux jeunes ont été tués par des éléments du Front après avoir organisé un dialogue entre l'armée et les populations locales¹³⁹.

75. En octobre 2023, une opération majeure des Forces sud-soudanaises de défense du peuple à Ombasi a entraîné un déplacement important de civils¹⁴⁰.

76. Plusieurs conducteurs de *boda* (motos) ont également été tués par le Front de salut national et les forces gouvernementales le long des routes dans le comté de Yei depuis juin 2023¹⁴¹ et d'autres ont été détenus par le Gouvernement¹⁴². Les conducteurs risquent d'être accusés d'avoir transporté des membres des forces d'opposition, et les embuscades routières sont l'une des formes d'attaque les plus fréquentes¹⁴³.

IV. Élections

77. Le Président Kiir et le Mouvement populaire de libération du Soudan au Gouvernement (MPLS au Gouvernement) ont souligné à plusieurs reprises que des élections seraient organisées d'ici au mois de décembre 2024. Des personnalités de l'opposition ont pour leur part exprimé des doutes quant à ce calendrier¹⁴⁴.

78. Le 18 septembre 2023, la loi sur les élections nationales a été adoptée par le Parlement, malgré les fortes objections du Mouvement populaire de libération du Soudan dans l'opposition (MPLS dans l'opposition) et de l'Alliance d'opposition du Soudan du Sud¹⁴⁵. Selon les dispositions de la loi, le Parlement élu comprendra

¹³⁵ Entretien avec une victime, août 2023. Entretien avec un agent humanitaire à Yei, décembre 2022. Rapports d'observateurs locaux revus par le Groupe d'experts, décembre 2022.

¹³⁶ Voir annexes 22, 23 et 24.

¹³⁷ Voir annexe 25. Corroboré par des rapports d'observateurs locaux, août 2023. Voir également Sudan Tribune, « SSPDF accused of torturing religious leaders in Central Equatoria », 26 août 2023.

¹³⁸ Entretiens avec des représentants locaux de la société civile, juin 2023. Corroboré par des messages et des photographies postés dans les médias sociaux, examinés par le Groupe d'experts et par des rapports d'observateurs internationaux et civils, juin 2023.

¹³⁹ Entretien avec un militant des droits humains, septembre 2023. Corroboré par des photographies, des rapports d'observateurs locaux et des messages postés par des journalistes dans les médias sociaux, examinés par le Groupe d'experts, septembre 2023.

¹⁴⁰ Entretien avec un agent humanitaire local et des observateurs locaux, octobre 2023.

¹⁴¹ Entretiens avec des représentants locaux de la société civile, août 2023. Corroboré par des messages postés dans les médias sociaux, des rapports d'observateurs locaux et des photographies examinées par le Groupe d'experts, août 2023. Déclaration publiée par l'association Yei boda datée du 24 juillet 2023.

¹⁴² *The City Review*, « Who is killing boda operators in Yei? », 7 août 2023.

¹⁴³ Radio Tamazuj, « Yei County condemns brutal killing of boda-boda rider », 27 juillet 2023.

¹⁴⁴ Entretiens avec des personnalités majeures de l'opposition, Djouba, octobre 2023.

¹⁴⁵ Voir annexe 26.

332 membres, 100 autres siégeant au Conseil des États¹⁴⁶ ; 50 % des députés seront élus dans les circonscriptions géographiques, 35 % à partir d'une liste de femmes et 15 % à partir d'une liste de parti supplémentaire. Les députés de l'opposition se sont opposés à un ajout à la loi qui confère au Président le pouvoir de nommer 5 % des élus. L'on ne sait exactement comment cet ajout sera concilié avec le libellé de la loi¹⁴⁷.

79. De façon plus générale, cependant, les écarts entre le MPLS au Gouvernement et les groupes d'opposition se creusent concernant les préparatifs nécessaires à la tenue d'élections libres et régulières.

80. Le Président Kiir et le MPLS au Gouvernement ont publiquement minimisé la nécessité d'introduire des réformes institutionnelles et réglementaires substantielles¹⁴⁸, faisant valoir qu'un recensement, une constitution permanente et le retour des réfugiés n'étaient pas indispensables au déroulement des élections¹⁴⁹. En août 2023, le Ministre de l'information a annoncé que le processus actuel d'élaboration d'une constitution se poursuivra, mais que les élections se dérouleront conformément à la constitution en cours¹⁵⁰.

81. De hauts dirigeants du MPLS dans l'opposition, préoccupés en partie par leur propre place dans un paysage politique postélectoral, ont insisté sur le fait qu'il fallait des préparatifs beaucoup plus vastes, conformément à l'accord de paix, notamment un recensement de la population, une délimitation claire des circonscriptions électorales et une constitution permanente¹⁵¹. Ils se préoccupent de ce que les populations déplacées soient adéquatement hébergées, y compris un grand nombre de leurs propres électeurs¹⁵².

82. La police nationale a également entamé les préparatifs, un officier de haut rang ayant déclaré au Groupe d'experts qu'elle élaborait un plan de sécurité avec la Commission électorale, malgré les progrès limités accomplis sur le plan du déploiement d'une force de police nationale unifiée¹⁵³.

V. Conclusion

83. Un représentant de la société civile a déclaré au Groupe d'experts qu'au Soudan du Sud, « certains éteignent les incendies et d'autres ramassent du bois et attisent les flammes »¹⁵⁴. Il est urgent que le Président Kiir et le Premier Vice-Président Riek Machar travaillent de concert pour apaiser les tensions qui se développent autour des élections, principalement en s'engageant conjointement sur une voie commune et réaliste vers des élections crédibles.

¹⁴⁶ Voir annexe 27.

¹⁴⁷ Ibid.

¹⁴⁸ Entretiens avec des membres des partis politiques d'opposition et le MPLS au Gouvernement, septembre 2023. Voir également : Sudans Post, « South Sudan to hold elections in 2024 with population census, government says », 16 août 2023. **Error! Hyperlink reference not valid.**

¹⁴⁹ Enregistrement vidéo de la déclaration de presse, conservé dans les dossiers du Groupe d'experts. Voir également Eye Radio, « MPLS-SG spells out five priorities for elections to take place », 21 septembre 2023.

¹⁵⁰ Enregistrement vidéo de la déclaration de presse, conservé dans les dossiers du Groupe d'experts.

¹⁵¹ Entretiens avec des membres de partis politiques d'opposition, septembre et octobre 2023.

¹⁵² Ibid.

¹⁵³ Entretien avec de hauts responsables du service de police nationale, octobre 2023.

¹⁵⁴ Entretien, Soudan du Sud, octobre 2023.

VI. Recommandations

84. Encourage le Gouvernement sud-soudanais à :

a) promouvoir la transparence des finances publiques en précisant la quantité de pétrole et les fonds versés au Soudan au titre des redevances pour l'utilisation des oléoducs ;

b) fournir une mise à jour publique sur le statut du premier contingent des Forces unifiées nécessaires, y compris le lieu où se trouvent les effectifs et leur nombre ;

c) collaborer avec l'ONU et les organismes régionaux pour procéder à une évaluation de référence de la gestion des armes et des munitions, élaborer des procédures efficaces de gestion des stocks et des inventaires et consigner les chiffres de référence des stocks comprenant toutes les armes saisies ou collectées pendant les campagnes de désarmement civil ;

d) s'employer avec le Fonds monétaire international et d'autres organismes régionaux et multilatéraux appropriés à élaborer un plan d'urgence pour les finances publiques du pays en cas de perturbation importante des exportations de pétrole, notamment en vue de limiter des emprunts commerciaux onéreux.

85. Au Comité :

a) encourager le Gouvernement d'unité nationale à publier une feuille de route commune concernant les élections, y compris un accord sur le type d'élections à organiser et les préparatifs spécifiques nécessaires à la tenue de ces élections ;

b) comme suite aux préoccupations soulevées par le Gouvernement concernant la difficulté de demander une dérogation à l'embargo sur les armes, envisager l'élaboration d'un modèle de demande de dérogation concernant la fourniture de matériel militaire destiné uniquement à appuyer l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit au Soudan du Sud, conformément au paragraphe 5 de la résolution [2428 \(2018\)](#) ;

c) publier un communiqué de presse encourageant le Gouvernement sud-soudanais à garantir un accès humanitaire sans entrave, notamment en supprimant tous les points de contrôle routiers et fluviaux, en empêchant les attaques contre les agents humanitaires et leurs biens, en condamnant immédiatement toutes ces attaques et en demandant à leurs auteurs d'avoir à en répondre.

Annexes

Contents

	<i>Page</i>
Abbreviations	23
Annex 1: Additional information about 2023/24 budget	24
Annex 2: RSF control of Khartoum Refinery in Garri district	29
Annex 3: RSF control of Al Aylafoun pumping station	31
Annex 4: Oil exports by Sudan and South Sudan	34
Annex 5: Overview of fees and TFA payments from South Sudan to Sudan including revised fees table	35
Annex 6: Sorghum transfers from Sudan to South Sudan in exchange for oil	36
Annex 7: Destinations for South Sudanese oil in 2022	39
Annex 8: Allocation of second tier command positions to SPLA-IO and SSOA	41
Annex 9: Joint Defence Board order to return to training centres, dated 11 September 2023	44
Annex 10: Joint Defence Board agreement on ‘phase 2’ cantonments and barracks, dated 7 September 2023	45
Annex 11: Ammunition shown to the Panel	50
Annex 12: Arms depot explosions	51
Annex 13: Statement by People’s Coalition for Civil Action on violence in Pochalla, dated 21 September 2023	52
Annex 14: Press release by Pochalla Youth Association, dated 19 September 2023	55
Annex 15: Statement by Pochalla Youth Association, dated 29 September 2023	56
Annex 16: Press statement by NGO Intrepid South Sudan, dated 2 October 2023	60
Annex 17: Attack helicopters observed in South Sudan	61
Annex 18: SSPDF Directive for Joint Operation Mission, dated 5 July 2023	63
Annex 19: Statement by Equatoria People’s Alliance on SSPDF attacks against civilians in Jebel Lado (north of Juba), dated 12 July 2023	64
Annex 20: Press release by National Salvation Front/Army (NAS), dated 15 July 2023	66
Annex 21: Statement by Equatoria Peoples’ Alliance on disarmament efforts, dated 16 October 2023	69
Annex 22: Statement from the Office of the Archbishop of Central Equatoria, dated 5 June 2023	72
Annex 23: Statement by the Center for Legal Aid and Justice (CLAJ) further to an attack on the church vehicle, dated 6 June 2023	73
Annex 24: Statement by the Government of Central Equatoria, dated 5 June 2023	74
Annex 25: Press statement by the Central Equatoria Internal Province Anglican Communion, dated 26 August 2023	75
Annex 26: Press statement by the SPLM-IO on the National Election Act 2012 (Amendment Bill 2023), dated 18 September 2023	76
Annex 27: National Election Act 2012 (Amendment Bill 2023), composition of Legislative Assembly	78

Abbreviations

NAS	National Salvation Front
NUF	Necessary Unified Forces
RSF	Rapid Support Forces
SPLM/A-IG	Sudan People's Liberation Movement/Army in Government
SPLM-IG	Sudan People's Liberation Movement in Government
SPLM-IO	Sudan People's Liberation Movement in Opposition
SSOA	South Sudan Opposition Alliance
SSPDF	South Sudan People's Defence Forces

Annex 1: Additional information about 2023/24 budget

On 11 August 2023, the 2023/24 budget was adopted by South Sudan's Parliament. It was signed into law by President Kiir on 14 August.¹⁵⁵ The 2023/24 financial year had already started the preceding month, on 1 July 2023. Like the Elections Act, the budget was adopted by the Parliament over the objection of SPLM-IO MPs, who walked out of the vote over a disagreement over the size of salary increases.¹⁵⁶

As the Panel noted in its final report [S/2023/294](#), salary payments to South Sudan's civil servants and security forces have become an increasingly politicised issue, as years of inflation have not been matched by meaningful salary increases or even regular salary payments. This has pushed many on the government's vast payroll into poverty and the informal economy.

The draft 2023/24 budget increased the total payroll for civil servants and organised forces from around South Sudan Pound (SSP)¹⁵⁷ 198 billion to around SSP 457 billion,¹⁵⁸ promising a pay-rise to both civil servants and security sector personnel. This increase gives most civil servants and organised forces a 400 percent pay increase. The overall salary budget, however, has only increased by around 230 percent. This is because certain very highly paid components of the government's overall salary budget, notably Parliament and the Council of States, which have previously secured themselves multiple large salary increases, were not awarded additional increases.

During the Parliament's second reading of the budget, however, its Committee for Finance and Economic Planning recommended that the payroll be increased further still, for a new total of SSP 669 billion.¹⁵⁹ The Committee recommended that most of the increase be funded by the vast oil for roads programme, which is budgeted to consume more than 60 percent of government oil revenues in the coming financial year.

The recommendation for an additional increase in salary payments was, however, rejected by the government as unaffordable. The Minister of Finance and Planning¹⁶⁰ asked, instead, for the opportunity to present a supplementary budget, with the full additional salary increase, in around five months (February 2024).¹⁶¹ SPLM-IG MPs accepted this proposal in sufficient numbers to secure the passage of the budget.

As a result, after the third reading of the budget, the Parliament's Committee for Finance and Economic Planning recommended the approval of the new SSP 457 billion payroll and that spending on roads be maintained.¹⁶² They did, however, secure an additional SSP 44 billion for the Parliament's medical allowances, car loans, recess

¹⁵⁵ See, for example, Sudan Tribune, South Sudan's Kiir approves budget despite opposition boycott, 16 August 2023

¹⁵⁶ Ibid.

¹⁵⁷ On 25 September 2023, the Banking and Other Financial Institutions Bill 2023 renamed the 'South Sudanese Pound' the 'South Sudan Pound.'

¹⁵⁸ Of this, SSP 32.5 billion is earmarked to pay foreign mission salary arrears, which may or may not be considered as part of the domestic civil service salary bill.

¹⁵⁹ Budget report documents prepared by the Parliament's Committee for Finance and Economic Planning, on file with the Panel.

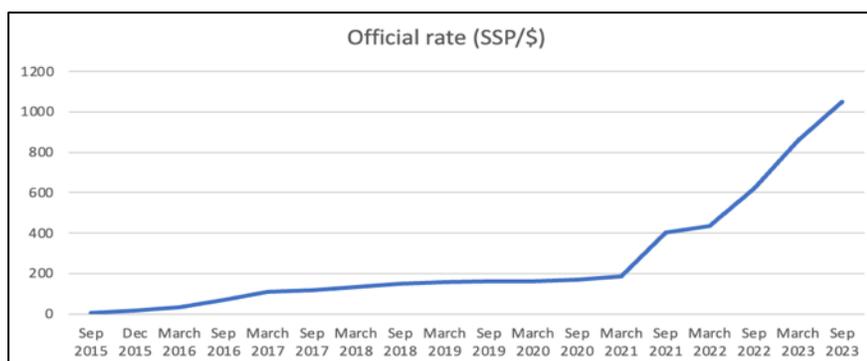
¹⁶⁰ On 4 August 2023, President Kiir relieved Dier Tong Ngor as the Minister of Finance and Planning and Bak Barnaba Chol Bak in his place.

¹⁶¹ See, for example, Eye Radio, Finance Minister pledges 600% salary increase in 5 months, September 2023

¹⁶² Budget report documents prepared by the Parliament's Committee for Finance and Economic Planning, on file with the Panel.

and outfit allowances, together with an additional SSP 13.7 billion for the Council of States. This version of the budget was passed, with SPLM-IG support, while most SPLM-IO MPs rejected the proposal and walked out of the vote.¹⁶³ On 23 August 2023, all Members of Parliament also received \$15,000 each to settle arrears against their 2021/22 medical allowances.¹⁶⁴

In some respects, the increased payroll does represent a genuine increase in the amount the government has allocated to salaries. In the 2023/24 budget, the total government payroll equals approximately 21.7 percent of total planned government expenditure. During the previous financial year, it was some 15 percent.¹⁶⁵ Over the same period, however, the SSP has more than halved in its value against the US Dollar, driving up the cost of imports in South Sudan and eroding much of the real value of this salary increase.¹⁶⁶



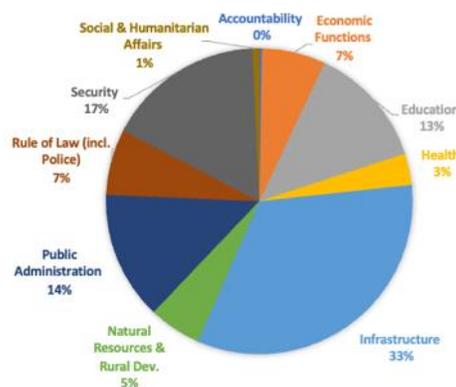
Source: Official rate posted by Central bank of South Sudan. The parallel rate, accessed by most ordinary South Sudanese, has been significantly higher during many of these periods.

It is unclear whether the government will actually be able meet its new salary commitments, while also meeting other budgeted spending commitments, such as on roads.

According to the Ministry of Finance and Planning, during the previous 2022/23 financial year, the Treasury received \$989,731,680.71 in oil revenues. Of this, \$682,682,560.28 (69 percent) went to the largely off budget road construction programme.

The 2023/24 budget is similarly skewed towards the roads programme (infrastructure), as well as the security sector and key government institutions, such as the Parliament, Council of States,

2023/24 budget spending by sector



¹⁶³ See, for example, City Review South Sudan, MPs pass budget despite protest from SPLM-IO and SSOA, 16 August 2023

¹⁶⁴ See, for example, Eye Radio, National MPs receive 15,000 each as medical allowances, 23 August 2023. It is unclear if these payments were intended to be included in the 2023/24 budget figures, or were considered additional payments.

¹⁶⁵ Approved budget for the 2022/23 financial year, on file with the Panel.

¹⁶⁶ The 2022/23 budget uses an indicative rate of 435 SSP to the US\$. The current rate is 1,027 SSP to the USD.

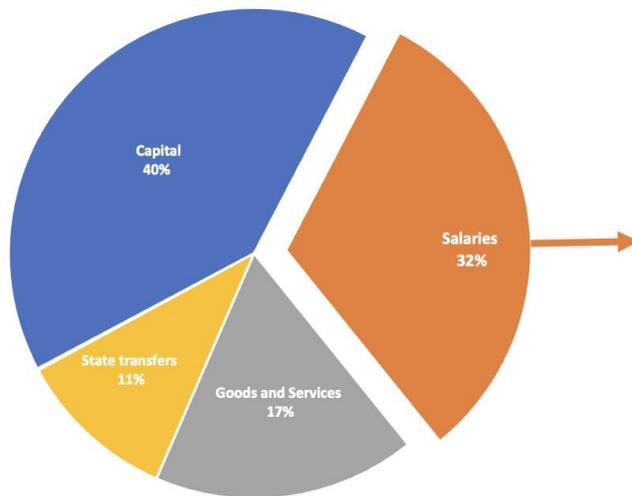
Office of the President (Public Administration).

Overall 2023/24 budget summary:

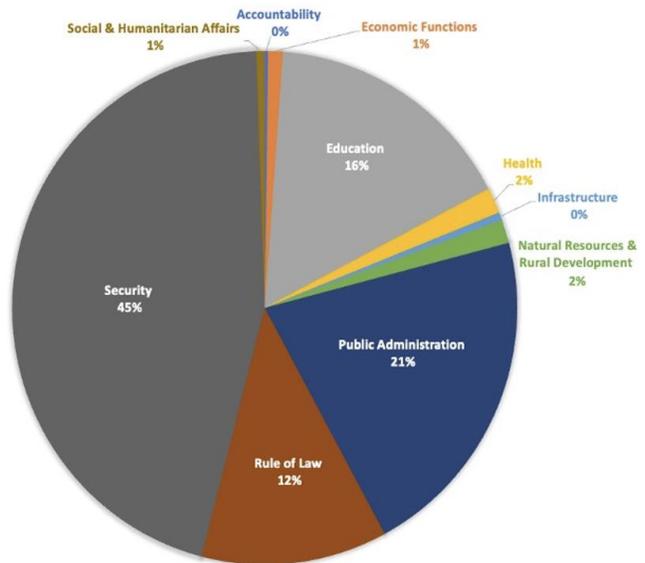
Sector (SSP billions)	Capital	Salaries	Goods and Services	State transfers	Other	Total
Accountability	0.23	0.91	2.6			3.74
Economic Functions	17.2	3.97	27.16	41.73		90.06
Education	10.89	68.35	29.29	65.3		173.84
Health	14.74	6.8	20.3	2.41		44.25
Infrastructure	438.52	2.05	5.25			445.82
Natural Resources & Rural Dev.	37.71	6.29	23.4	6.66		74.07
Public Administration	14.47	89.6	76.25		1.63	181.95
Rule of Law (incl. Police)	0.73	50.32	16.22	25.75		93.02
Security	6.84	192.03	24.96			223.83
Social & Humanitarian Affairs	0.48	2.22	6.54			9.23
Total	541.81	422.55	231.97	141.86	1.63	1,339.82

After the oil for roads infrastructure programme, the new and increased salary structure represents the largest area of government spending. This salary budget is also skewed towards these same sectors, with 45 percent of all salary payments going to the security sector.

2023/24 budget by expenditure type:



Share of salary budget by sector:



Detailed breakdown of 2023/24 salary budget:

Government sector and agency	Salary budget (SSP billions)		
	2023/2024	2022/2023	Increase
Accountability	0.91	0.23	400%
Audit Chamber	0.58	0.14	400%
National Bureau of Statistics	0.18	0.04	400%
Anti-Corruption Commission	0.11	0.03	400%
South Sudan Reconstruction & Development Fund	0.02	0.01	400%
South Sudan Fiscal & Financial Allocation & Monitoring Co	0.03	0.01	400%
Economic Functions	3.97	8.96	44%
Ministry of Finance and Planning	0.81	0.2	400%
Ministry of Petroleum	0.29	0.07	400%
Ministry of Mining	0.22	0.06	400%
Ministry of Trade, Industry	0.46	0.11	400%
Ministry of Land, Housing & Urban Development	0.22	0.05	400%
Ministry of Investment	0.24	0.06	400%
Ministry of Water Resources & Irrigation	0.28	0.07	400%
National Revenue Authority	-	8.12	0%
Petroleum and Gas Commission	0.08	0.02	400%
National Bureau of Standards	0.24	0.06	400%
Electricity Corporation	0.31	0.08	400%
South Sudan Urban Water Corporation	0.21	0.05	400%
Public Procurement and Disposal of Asset Authority	0.62	-	---
Education	68.35	19.06	359%
Ministry of General Education & Instruction	5.27	1.32	400%
Ministry of Higher Education, Science & Technology	61.35	17.31	354%
South Sudan National Examination Council	1.73	0.43	400%
Health	6.8	1.7	400%
Ministry of Health	6.62	1.65	400%
HIV/AIDS Commission	0.16	0.04	400%
Drugs & Food Control Authority	0.02	0.01	400%
Infrastructure	2.05	0.47	441%
Ministry of Energy & Dams	0.05	0.01	400%
Ministry of Transport	0.35	0.09	400%
Ministry of Roads & Bridges	0.13	0.03	400%
South Sudan Roads Authority	0.19	-	---
South Sudan Civil Aviation Authority	1.34	0.33	400%
Natural Resources & Rural Development	6.29	1.59	395%
Ministry of Agriculture & Food Security	0.42	0.1	400%
Ministry of Livestock & Fisheries Industry	0.12	0.03	400%
Ministry of Environment & Forestry	0.24	0.06	400%
Wildlife Conservation & Tourism	5.47	1.39	394%
South Sudan Land Commission	0.04	0.01	400%
Security	192.03	48.01	400%
Defense	121.59	30.4	400%
Veteran Affairs	36.12	9.03	400%
National Security Service	33.92	8.48	400%
National Mine Action Authority	0.07	0.02	400%
Disarmament, Demobilization & Reintegration Commission	0.22	0.06	400%
Financial Intelligence Unit (FIU)	0.12	0.03	400%

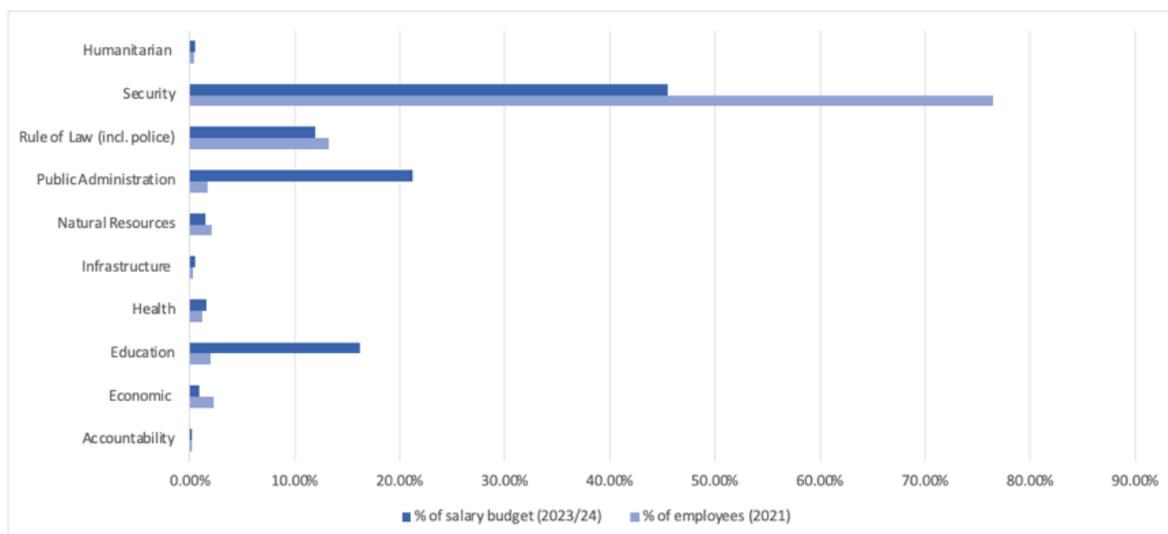
Public Administration	89.6	104.86	85%
Ministry of Presidential Affairs	17.16	4.29	400%
Ministry of Cabinet Affairs	0.77	0.19	400%
Ministry of Foreign Affairs & International Cooperation	48.27	79.15	61%
Ministry of Peace Building	0.08	0.02	400%
Ministry of Parliamentary Affairs	0.14	0.04	400%
Ministry of Federal Affairs	0.08	0.02	400%
Ministry of Information	0.21	0.05	400%
Telecommunication and Postal Services	0.16	0.04	400%
Ministry of East African Affairs	0.08	0.02	400%
Transitional National Legislative Assembly	17.91	17.91	100%
South Sudan Local Government Board	0.03	0.01	400%
National Election Commission	0.18	0.04	400%
Council of States	2.65	2.65	100%
National Constitution Review Commission	0.18	0.05	400%
Northern Corridor Implementation Authority	0.03	0.01	400%
Political Parties Affairs	0.02	0.01	400%
Peace Commission	0.07	0.02	400%
National Communication Authority	0.02	0	400%
South Sudan Broadcasting Cooperation	0.33	0.05	661%
Ministry of Public Service & Human Resource Development	0.32	0.08	400%
Ministry of Labour	0.36	0.09	400%
South Sudan Employees Justice Chamber	0.03	0.01	400%
South Sudan Grievances Chamber	0.02	0.01	142%
Access for Information Commission	0.04	0.01	400%
Universal Services Access Fund (USAF)	0.04	0.01	400%
Media Authority	0.02	0	400%
South Sudan Civil Service Commission	0.06	0.01	898%
Parliamentary Service Commission	0.33	0.08	400%
Rule of Law	50.32	12.82	392%
Ministry of Justice & Constitutional Affairs	1.27	0.87	146%
Ministry of Interior	8.27	2.07	400%
Police	31.83	7.82	407%
Prisons	3.55	1.02	348%
Fire Brigade	1.89	0.47	400%
Judiciary of South Sudan	3.26	0.49	658%
Judicial Services Commission	0.01	0.01	100%
South Sudan Law Review Commission	0.02	0.01	203%
Bureau of Community Security & Small Arms Control	0.05	0.01	400%
South Sudan Human Rights Commission	0.07	0.02	400%
Commission for Refugee Affairs	0.11	0.03	400%
Social & Humanitarian Affairs	2.22	0.55	400%
Ministry of Gender, Child & Social Welfare	0.12	0.03	400%
Ministry of Humanitarian Affairs & Disaster Management	1.32	0.33	400%
Ministry of Culture, Museum and National Heritage	0.2	0.05	400%
Ministry of Youth & Support	0.22	0.05	400%
South Sudan Relief & Rehabilitation Commission	0.32	0.08	400%
War Disabled, Widows & Orphans Commission	0.05	0.01	400%
Total government spending agencies	422.55	198.25	213%
Foreign mission areas	32.55	-	---
Total Government Expenditures	455.1	198.25	230%

Data on the composition of the national government payroll is limited. In 2021, however, some data was made available as part of the government's efforts to account for funds received from the IMF's Rapid Credit Facility, as these funds were largely allocated to paying government salaries. According to these figures, in 2021, the national government payroll had 468,030 employees, with many more likely on the payrolls of the ten states. Of these, the vast majority (around 90 percent) worked in the security sector, including Rule of Law (police) sector.

Sector	Type of employees	Employees	% of total
Accountability	Civil Servants	760	0.20%
Economic	Civil Servants	10,772	2.30%
Education	Teachers and other personnel	9,443	2.00%
Health	Health Workers and other personnel	5,597	1.20%
Infrastructure	Civil Servants	1,437	0.30%
Natural Resources	Civil Servants	9,907	2.10%
Public Administration	Civil Servants	7,971	1.70%
Rule of Law (incl. police)	Organized Forces and other personnel	61,991	13.20%
Security	Organized Forces	358,171	76.50%
Humanitarian	Civil Servants	1,981	0.40%
Total		468,030	100%

Source: Preliminary report on Rapid Credit Facility, prepared by the Ministry of Finance and Planning, 25 March 2021

The same data illustrates how some of the salary budget is concentrated in relatively few employees. Assuming the composition of the workforce has not changed substantially since 2021, for example, this data suggests, for example, that the security sector accounts for 76 percent of the workforce, but just 45 percent of the payroll budget, while Public Administration claims 21 percent of the budget for around 2 percent of the workforce.



Annex 2: RSF control of Khartoum Refinery in Garri district

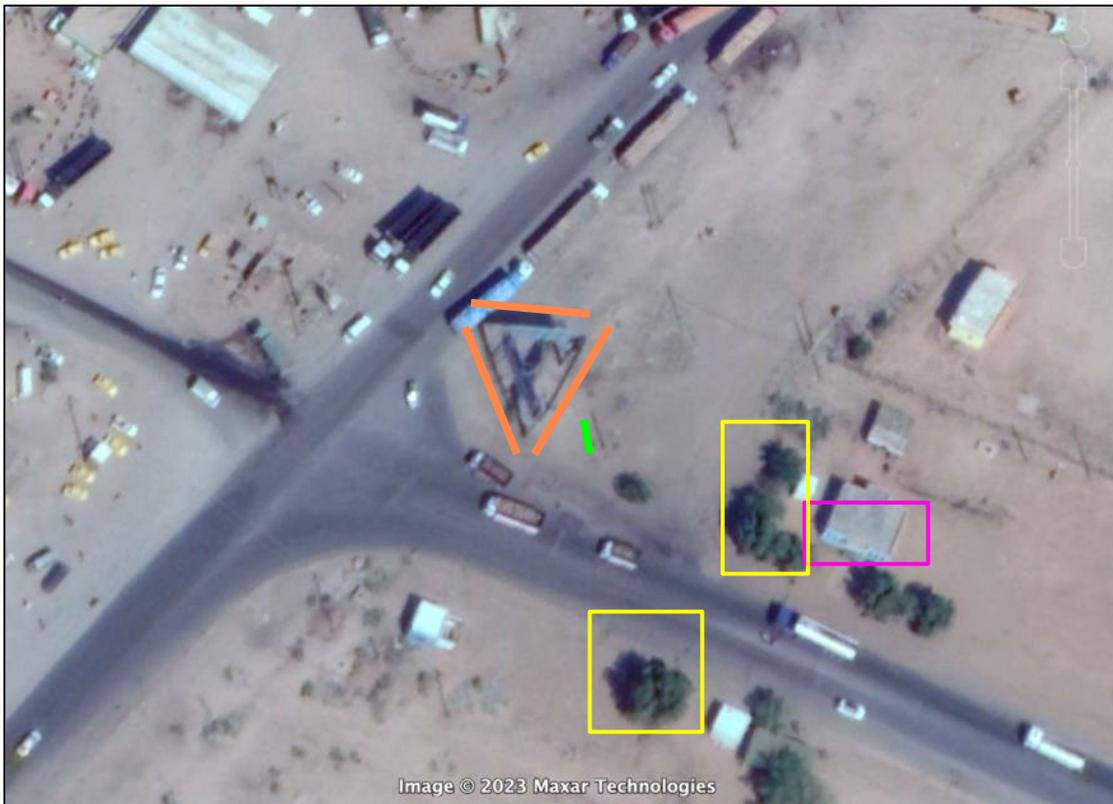
Around 25 April 2023, RSF forces posted a video in which they claimed to have taken control of what is variously described as the al-Jaili or Khartoum Refinery in the Garri industrial district north of Khartoum. This claim has been widely corroborated by testimony and independent reporting.



Imagery analysis conducted by the Panel indicates that the video was likely filmed in front of a large sign near the main entrance to the Garri industrial area at 16.145617°, 32.641385°



Other images, of the same sign, give better context for its location:



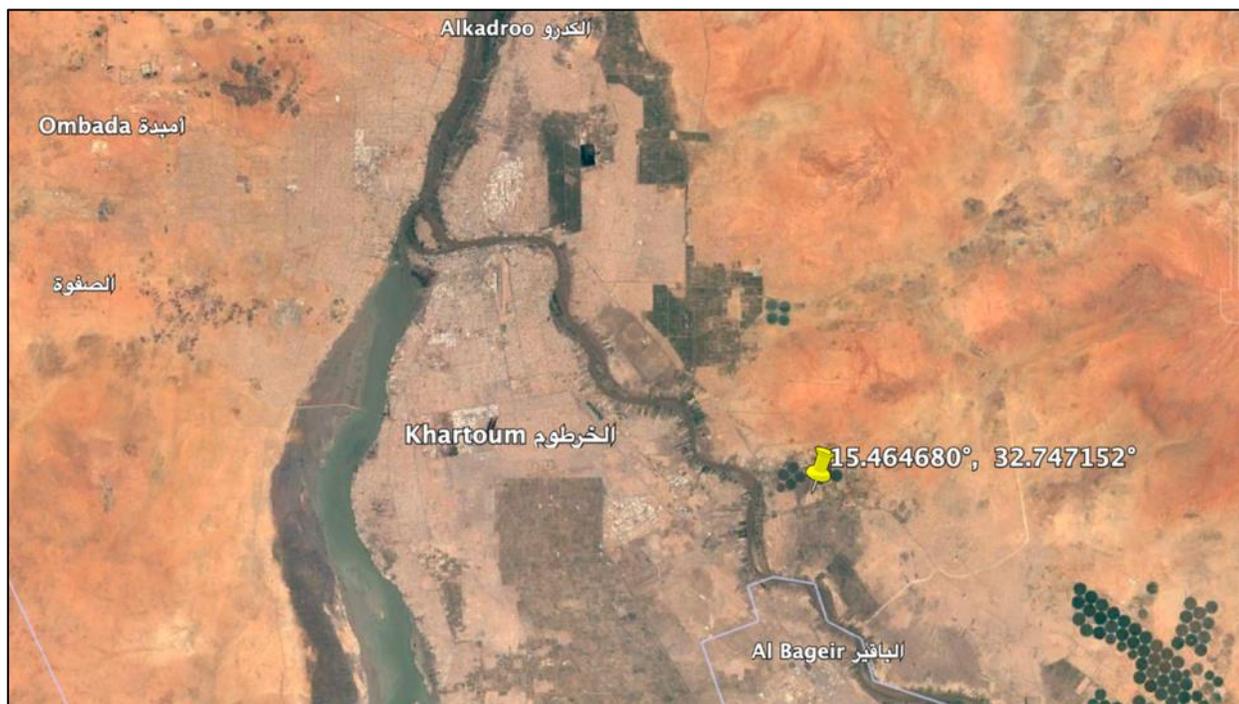
Annex 3: RSF control of Al Aylafoun pumping station

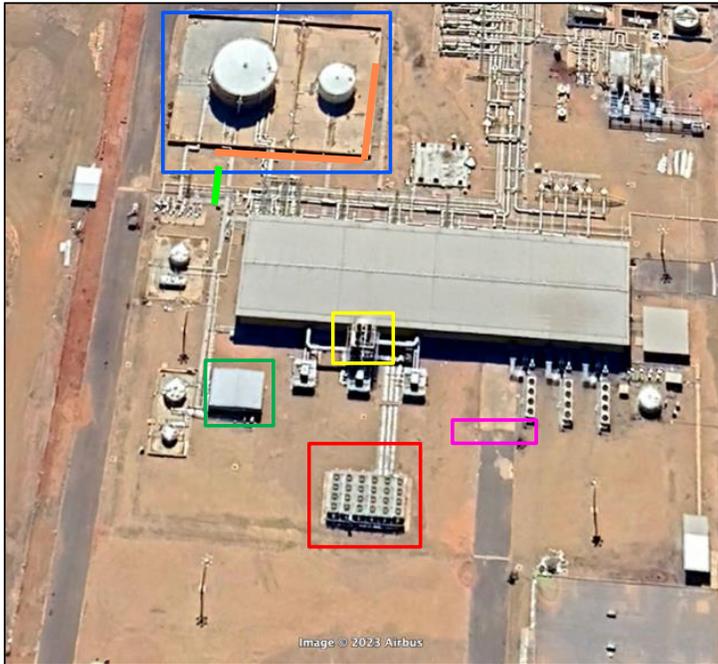
On 14 October 2023, a video was circulated by RSF, showing fighters stationed at the al-Aylafoun pumping station, near Khartoum.

In the video, the fighters note that the pumping station controls oil flows from both Sudan and South Sudan to the Bashayer Ports in Port Sudan. They assure viewers that their forces have preserved this “vital” site and equipment for the people of Sudan and South Sudan.



Imagery analysis conducted by the Panel indicates that the video was made at the al-Aylafoun pumping station, located at 15.464680°, 32.747152° a few kilometres east of Khartoum.





On 23 October 2023, a second video was published, also from the Al Aylafoun pumping station, showing engineers surveying the facility, which remained under RSF control.



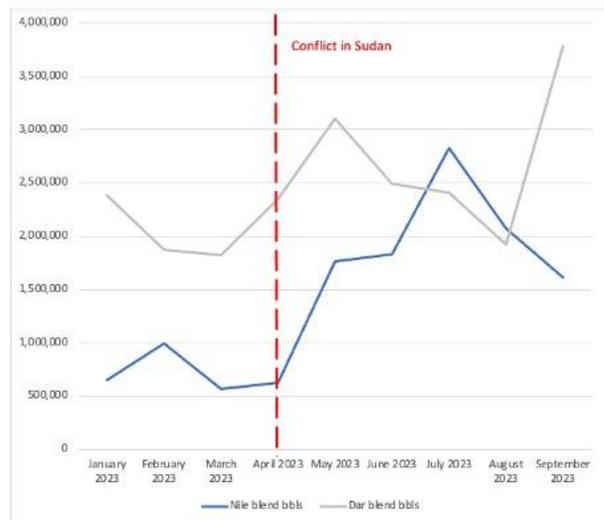
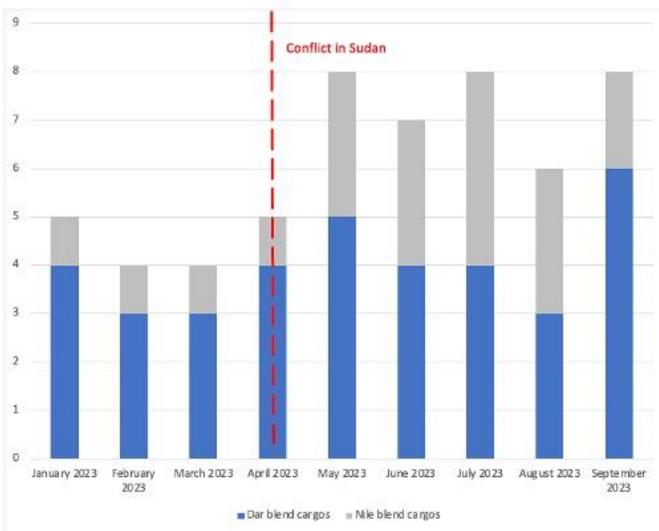
Annex 4: Oil exports by Sudan and South Sudan

Combined South Sudanese and Sudanese oil exports, by blend, January 2023 to September 2023.

Since the conflict in Sudan started on 15 April 2023, combined Nile blend and Dar blend exports have increased, as Sudanese refining and capacity has reduced. These exports include exports by the Sudan, South Sudan, and private joint venture partners, who take their share of oil and profits in oil, also shipped from Port Sudan.

Source: Documents prepared by the South Sudanese Ministry of Petroleum, supplemented and corroborated by data from TankerTracker.com

	January 2023	February 2023	March 2023	April 2023	May 2023	June 2023	July 2023	August 2023	September 2023
Dar blend cargos	4	3	3	4	5	4	4	3	6
Nile blend cargos	1	1	1	1	3	3	4	3	2
Nile blend bbls	655,654	999,401	569,459	625,125	1,765,978	1,832,101	2,830,112	2,078,681	1,617,418
Dar blend bbls	2,387,933	1,878,190	1,822,010	2,348,445	3,106,915	2,495,501	2,410,285	1,921,186	3,780,709



Annex 5: Overview of fees and TFA payments from South Sudan to Sudan including revised fees table

Fee structure agreed with Sudan since 2012 for the transport of South Sudanese oil through the two Sudanese pipelines:

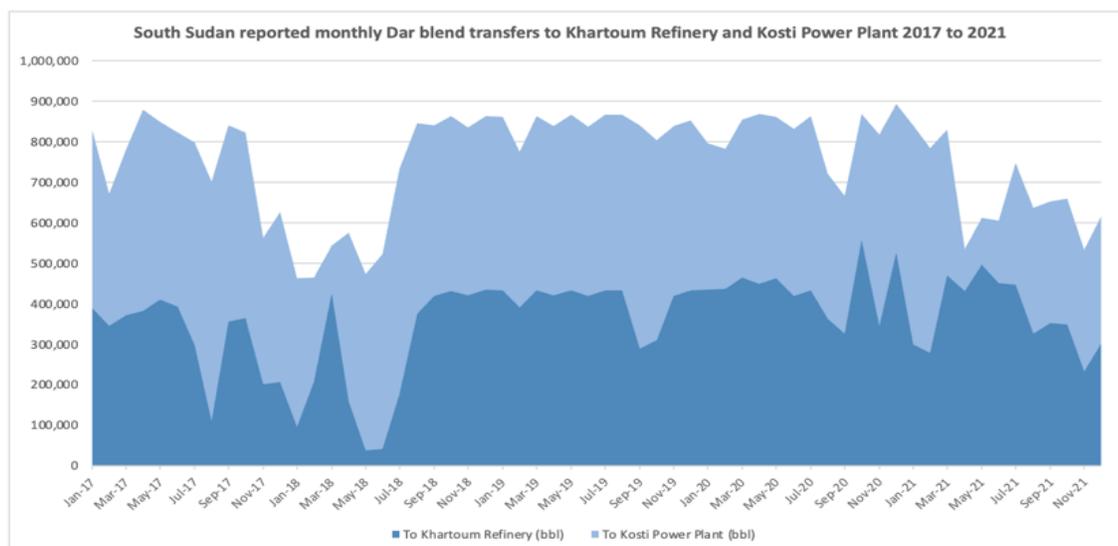
Fees		
<i>Oil transported from Upper Nile fields</i>		
Transport Fee	6.5	\$/bbl
Processing Fee	1.6	\$/bbl
Transit Fee	1	\$/bbl
Total	9.1	\$/bbl
<i>Oil transported from Unity fields</i>		
Transport Fee	8.4	\$/bbl
Processing Fee	1.6	\$/bbl
Transit Fee	1	\$/bbl
Total	11	\$/bbl

In 2012, South Sudan also agreed to pay an additional \$15 per barrel towards a \$3.028 billion Transitional Financial Agreement (TFA) agreed upon independence. Following a period of low oil prices, however, this was renegotiated in 2016. Rather than a fixed \$15 per barrel fee, contributions towards the TFA were tied to the international oil price, with higher contributions when oil prices are high, according to the following schedule.

Payment towards TFA settlement	
Oil price	TFA payment
\$20-\$30 / bbl	6 \$/bbl
\$30-\$40 / bbl	9 \$/bbl
\$40-\$50 / bbl	10.5 \$/bbl
above \$50 /bbl	15 \$/bbl

Source: Ministry of Petroleum of the Republic of South Sudan and Agreements on oil and related economic matters between the governments of Sudan and South Sudan, 2012, 2016, and 2018.

Also in 2016, South Sudan started paying both fees and TFA contributions through in-kind transfers of crude oil. These transfers were allocated to both the Khartoum Refinery and the Kosti Power Plant. The following chart reflects reported monthly transfers, by South Sudan, in 2020 and 2021. The government of South Sudan maintains the TFA was paid off soon after, by March 2022.



Source: confidential documents produced by the Ministry of Petroleum. These reported figures have not necessarily been agreed or validated by the government of Sudan.

Annex 6: Sorghum transfers from Sudan to South Sudan in exchange for oil

In its final report [S/2023/294](#), the Panel reported that South Sudan has been making in-kind oil transfers in excess of the pipeline fees it owes to Sudan since around March 2022. The government of South Sudan argues it had paid off the \$3.028 billion Transitional Financial Agreement (TFA) debt as of March 2022, but that Sudan has nevertheless continued to receive between 19,000 and 25,000 barrel per day. As a result, as of June 2023, the government of South Sudan believes it is owed in excess of \$658 million in excess in-kind oil allocations.¹⁶⁷

Panel interviews suggest it has been challenging to renegotiate a reduction in in-kind oil transfers to Sudan because the government of Sudan sells refined South Sudanese oil into its domestic market in exchange for Sudanese Pounds.¹⁶⁸ According to interviews conducted by the Panel, Sudan's leaders have been reluctant to pay South Sudan for its oil in foreign currency, or to replace South Sudanese crude with imports from elsewhere, also paid for with foreign currency.

Alternative arrangements have, therefore, been explored. As the Panel noted in its final report [S/2023/294](#), some of these transfers appear to have been offset by food transfers from Sudan to South Sudan.

According to documents reviewed by the Panel, for example, in May 2022, 60,000 tonnes of sorghum was to be provided by the government of Sudan to the government of South Sudan, valued at \$25.8 million and so “deducted from the indebtedness of the government of the Republic of Sudan [to South Sudan] resulting from the sale of crude oil.”¹⁶⁹ According to the documents, the government of South Sudan authorised a company named “Klean and Klear Services Co. Ltd” to receive the goods on its behalf.¹⁷⁰

According to an announcement by the Office of the Governor of Northern Bahr el Ghazal State, on 16 and 17 June 2022, Tong Akeen Ngor, the Governor of Northern Bahr el Ghazal State, visited Sinja and Umruba in Northern Kordofan in Sudan as part of a delegation headed by Presidential Security advisor Tut Gatluak. The delegation dispatched a convoy of 70 trucks loaded with sorghum from Sudan to South Sudan by “Clean and Clear Limited Company.”¹⁷¹ In a photograph of a sign written in Arabic, Clean and Clear Company welcomes the Governor of Northern Bahr el Ghazal State to Northern Kordofan.

In a statement delivered on 9 July 2022, the Governor of Northern Bahr el Ghazal State had reported that consignments of sorghum had already been delivered to destinations in Northern Bahr el Ghazal State, Unity State, Warrap State and Western Bahr El Ghazal State.¹⁷² The Governor's press office has stated that the sorghum was to be sold at the subsidised rate of 20,000 SSP per sack as part of the government's efforts to alleviate food insecurity tied to flooding and other economic factors.¹⁷³ The Governor of Northern Bahr el Ghazal has previously announced the arrival of

¹⁶⁷ Documents produced by the Ministry of Petroleum on file with the Panel

¹⁶⁸ Interviews with government officials and commodity traders, July 2022 to May 2023

¹⁶⁹ Confidential document reviewed by the Panel.

¹⁷⁰ Ibid.

¹⁷¹ The Panel believes that it is very likely that “Clean and Clear” and “Klean and Klear” are the same company, as the name appears to be written in Arabic scripts in the company's own signs.

¹⁷² Statement by the Office of the Governor of Northern Bah el Ghazal State, dated 10 July 2022

¹⁷³ One Citizen Daily, Over 70 Trucks loaded with sorghum to arrive South Sudan, 10 June 2022

sorghum from Sudan, purchased by the government or Presidency of South Sudan, in January 2021, February 2021 and June 2021.¹⁷⁴

During a recent tour of his home state of Warrap, during which he challenged other parties to nominate their candidates for President for the December 2024 elections, President Kiir reportedly promised to address hunger in Aweil, stressing that "I sent a delegation to Sudan to buy the sorghum under the supervision of Security Advisor Tut Gatluak and we managed to secure the food items. So they are soon to arrive in Aweil and some will be taken to Gogrial."¹⁷⁵



Office of the Governor - Northern Bahr El Ghazal State

June 18, 2022 - 🌐

...

GOVERNOR OF NORTHERN BAHR EL GHAZAL DISPATCHED FIRST CONSIGNMENT OF SORGHUM FROM SENNAR, BLUE NILE AND NORTHERN KORDOFAN STATES IN THE REPUBLIC OF SUDAN TO SOUTH SUDAN:

On date 16th and 17th of June 2022, Governor of Northern Bahr El Ghazal State Honorable Tong Akeen Ngor paid courtesy visits to (Sinja) Sennar State and Umruaba in Northern Kordofan in Sudan to dispatch the first consignment of sorghums to the Republic of South Sudan.

First convoy comprises of over 70 trucks loaded with sorghum (Dura) are expected to arrive in South Sudan territories in one week time and other consignments will follow.

During the visit to Sinja, the Governor was warmly received by the state government officials, Mr. Khalid Muhammad Tom, the Acting Governor, Director General of the Police Forces in Sennar State, Hisham Khalifa, Minister of Production and Economic Resources, Engineer Al-Hadi, Chief Executive Director of Sinja locality, Abdullah Al-Bishr and Director of the Agricultural Bank, Ahmed Ali, in Sennar and Blue Nile states.

Upon his arrival from Sennar to Umruaba, Northern Kordofan state, the Governor was received by the Executive Director of Locality, as his part of short interval supervision to officially oversee the departure of first consignment of food items.

The acting Governors of Sennar And Northern Kordofan states has affirmed that they will fully support the government of South Sudan in all aspects necessarily.

Addressing the Media, Hon. Governor Tong Akeen appreciated and thanks His Excellency Gen. Salva Kiir Mayardit President of the Republic of South Sudan for sending the delegation to Sudan headed by Hon. Tut Galuak Advisor for Security Affairs to coordinate and mobilizes the supply of food items to the flood affected areas in South Sudan (particularly states of Bahr El Ghazal and Unity State).

In addition, the Governor expressed his gratitudes to government of Sudan under His Excellency Gen. Abdel Fattah al-Burhani President of Sudan sovereignty Council for utmost support and cooperation to the government and people of South Sudan.

Furthermore, Hon. Governor Tong Akeen Ngor appreciated the Agricultural Bank for rendering their efforts to complete the processes in smooth manner until the first consignment commenced its journey to the Republic of South Sudan.

Finally, Honorable Tong Akeen Ngor Governor of Northern Bahr El Ghazal State also appreciated the efforts rendered by the Clean and Clear limited company for responding positively to take full responsibility to transport food consignments to South Sudan in shortest time possible.

THE END

Copyright©Office of the Governor_Northern Bahr El Ghazal State 2022.

¹⁷⁴ Statements by the Office of the Governor of Northern Bahr el Ghazal State

¹⁷⁵ See coverage by Dalwuot Media, 21 March 2023



Source: Official Facebook page of the Office of the Governor of Northern Bahr el Ghazal State

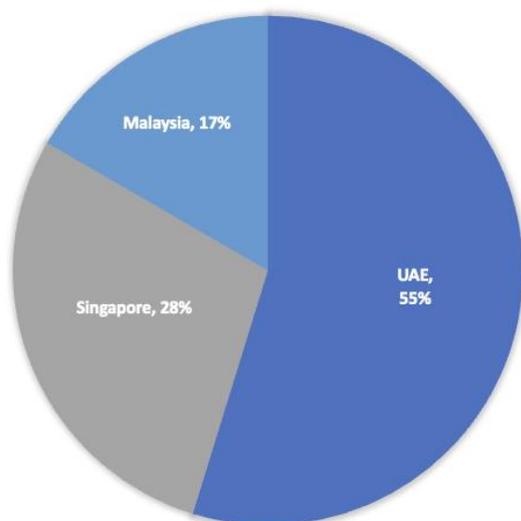
Sign welcomes the Governor of Northern Bahr el Ghazal State to North Kordofan State on behalf of Clean and Clear Services Co. (Panel translation).

Annex 7: Destinations for South Sudanese oil in 2022

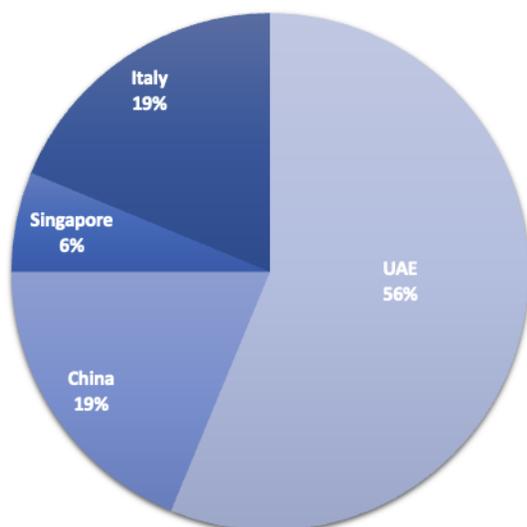
Shipping destinations for South Sudanese crude oil belonging to both the government and private commercial joint venture partners in 2022.

Source: Panel estimates based on industry data and reporting by the Ministry of Petroleum.

Destinations for South Sudanese Dar blend 2022



Destinations for South Sudanese Nile blend 2022



This data reflects only the destination to which the crude oil was shipped. In most cases, the oil was sold to a commodity trader trading from a different jurisdiction, then traded onwards at least once, to further commercial entities. The shipping destination is not, therefore, a reliable indicator of where the purchaser of the oil is located.

Buyers of the government's share of South Sudanese crude in 2022, by blend:

Nile Blend 2022						
Window	Net	Decided Disc	Awarded company	Market price	FOB	Pre-finance values in USD
Jan.26-28, 2022	570,214	-0.88	Litasco	74.10	73.22	41,751,069.08
Feb.26-28, 2022	629,679	0.55	Addax En	87.22	87.77	55,266,925.83
Apr 24-26,2022	570,447	-3.00	Addax En	104.39	101.39	57,837,621.33
May 25-27,2022	570,167	-2.94	Litasco	104.39	101.45	57,843,442.15
Jun, 19-21,2022	570,362	-3.2	BB.Energy	123.70	120.50	68,728,621.00
Jun, 26-28,2022	570,334	-3.23	BB.Energy	112.70	109.47	62,434,462.98
Jul 26-28, 2022	628,050	-3.25	Addax En	112.70	109.45	68,740,072.50
Aug 19-20, 2022	628,768	-9.25	Trinity	99.99	90.74	57,054,408.32
Sept 01-03, 2022	628,270	-1.50	Addax En	89.87	88.37	55,520,219.90
Sept 21-23, 2022	570,477	-3.50	BB.Energy	89.87	86.37	49,272,098.49
Oct 10-12, 2022	570,850	-5.49	Addax En	93.33	87.84	50,143,464.00
Oct 26-28, 2022	571,053	-2.75	BB.Energy	93.33	90.58	51,725,980.74
Nov 26-28, 2022	0.00	0.00	NIL	NIL	0.00	0.00
Dec 10-12, 2022	570,668	-0.65	Trinity	81.115	80.47	45,918,800.62
Total	7,649,339					722,237,186.94

Source: Marketing Reports produced by the Ministry of Petroleum

DAR Blend 2022 Sales.						
Window	Net Qty	Decided Disc	Awarded company	Market Price	FOB	Pre-finance values in USD
Jan 25-26, 2022	629,197	-2.00	Addax Energy	74.10	72.10	45,365,103.70
Jan 30-31, 2022	629,112	1.75	Euro Am	74.10	75.85	47,718,145.20
Feb.27-28,2022	600,753	3.00	NASDEC	98.19	101.19	60,790,196.07
Mar.05-06,2022	600,497	-1.00	Addax Energy	118.81	117.81	70,744,551.57
Mar.30-31,2022	595,056	-1.35	BB.Energy	104.39	103.04	61,314,570.24
Apr.09-10, 2022	629,531	-0.47	Euro Am	104.39	103.92	65,420,861.52
Apr.29-30, 2022	600,111	3.10	AL Braik	104.39	107.49	64,505,931.39
May 09-10,2022	600,428	-1.15	Euro Am	104.39	103.24	61,988,186.72
May 30-31,2022	617,509	0.35	Euro Am	104.39	104.74	64,677,892.66
Jun.09-10,2022	571,126	-3.50	Addax Energy	123.7	120.20	68,649,345.20
Jun.29-30,2022	582,584	0.50	Sahara	123.70	124.20	72,356,932.80
Jul 07-08,2022	618,441	-3.00	Addax Energy	112.70	109.70	67,842,977.70
Jul 15-16, 2022	600,773	-0.14	Euro Am	99.99	99.85	59,987,184.05
Jul 30-31,2022	570,758	1.01	BB.Energy	99.99	101.00	57,646,558.00
Aug 07-08,2022	570,862	-2.50	Addax Energy	99.99	97.49	55,653,336.38
Aug 27-28,2022	0	NIL	NIL	NIL	NIL	0
Aug 30-31, 2022	571,198	-3.5	BB.Energy	99.99	96.49	55,114,895.02
Sep 07-08, 2022	571,276	-2.12	Kappak T	89.87	87.75	50,129,469.00
Sept 29-30,2022	571,140	-0.45	Sahara	93.33	92.88	53,047,483.20
Oct 04-05, 2022	570,994	-16.10	Trinity	93.33	77.23	44,097,866.62
Oct 14-15, 2022	571,196	-6.70	Zacosia	93.33	86.63	49,482,709.48
Oct 30-31, 2022	600,473	-4.50	Addax Energy	93.33	88.83	53,340,016.59
Nov 09-10, 2022	570,670	-3.00	BB Energy	91.67	88.67	50,601,308.90
Nov 17-18, 2022	570,679	-1.93	Euro Am	81.12	79.19	45,192,070.01
Dec 30-31, 2022	0	NIL	NIL	NIL	NIL	0
Total	13,614,364					1,325,667,592.02

Annex 8: Allocation of second tier command positions to SPLA-IO and SSOA

3. Matrix of Allocation of the 2nd Tier Echelon Positions for the SPLA-IO & SSOA

S/N	Units	positions	SSPDF %	SPLA/IO%	SSOA %	SSPDF share	SPLA-IO share	SSOA share
1.	SSPDF IG	13	60%	30%	10%	8	4	1
2.	SSPDF GHQs Admin, Per & Fin	33	60%	30%	10%	20	10	3
3.	SSPDF GHQs OPs	18	60%	30%	10%	11	5	2
4.	SSPDF GHQs Training	19	60%	30%	10%	11	6	2
5.	SSPDF GHQs CMI	17	60%	30%	10%	10	5	2
6.	SSPDF GHQs Logistic	22	60%	30%	10%	13	7	2
7.	SSPDF GHQs MO	19	60%	30%	10%	11	6	2

3. Matrix of Allocation of the 2nd Tier Echelon Positions for the SPLA-IO & SSOA CONT-----

S/N	UNITS	POSITIONS	SSPDF %	SPLA-IO %	SSOA %	SSPDF share	SPLA-IO share	SSOA share
8.	GF Command structure	29	60%	30%	10%	17	9	3
9.	Division level		60%	30%	10%			
	I. Sector One	34	60%	30%	10%	21	10	3
	II. Sector Two	34	60%	30%	10%	21	10	3
	III. Sector Three	26	60%	30%	10%	16	8	2
10.	Air Force & SAD	19	60%	30%	10%	11	6	2
11.	Riverine Command structure	19	60%	30%	10%	11	6	2

3. Matrix of Allocation of the 2nd Tier Echelon Positions for the SPLA-IO & SSOA CONT-----

S/N	Units	positions	SSPDF %	SPLA-IO %	SSOA %	SSPDF share	SPLA-IO share	SSOA share
12.	MOOVA	34	60%	30%	10%	21	10	3
	Veterans Affairs	14	60%	30%	10%	9	4	1
	Total					211	106	33

4. SSPDF GHQS POSITIONS (Staff and Command) allocated to the SPLA IO and SSOA

1. SSPDF GHQS Administration, Personnel & Finance
Thirteen Position (10 IO and 3 SSOA).

S/No	Unit	Rank	Position	Party	Party	Total
1	Recruitment	Maj-Gen	Director	IO		1
2	NCOs Personnel Affairs	Maj-Gen	Director	IO		1
3	Finance SSPDF GHQs	Maj-Gen	D/Director		SSOA	1
4	11th Inf Div	Maj-Gen	Head of Adm Dept.	IO		1
5	Military Police	Brig-Gen	D/Dir MP TRG. Sch	IO		1
6	1st Inf Div	Brig-Gen	Admin Staff officer		SSOA	1
7	8th Inf Div	Brig-Gen	Admin Staff officer	IO		2
8	8th Inf Div	Brig-Gen	Admin Staff officer		SSOA	1
9	GHQs Admin BDE.	Col	D/Head of Admin	IO		1
10	Social Welfare	Brig-Gen	Admin Staff officer	IO		1
11	Mratys	Col	Admin Staff officer	IO		1
12	Finance SSPDF GHQs	Brig-Gen	Admin Staff officer	IO		1
	Total					13

4. SSPDF GHQS POSITIONS (Staff and Command) allocated to the SPLA IO & SSOA CONT -----

2. SSPDF GHQS Operations
Seven Positions (5 IO & 2 SSOA).

S/No	Unit	Rank	Position	Party	Party	Total
1	Administration	Maj Gen	Director	IO		1
2	COC	Maj Gen	Director		SSOA	1
3	Training Dept	Brig Gen	D/Director	IO		1
4	Procurement & Log Dept.	Brig Gen	D/Director	IO		1
5	Education Department	Brig Gen	D/Director	IO		1
6	Planning Department	Brig Gen	D/Director	IO		1
7	Personnel Affairs	Brig Gen	D/Director		SSOA	1
	Total					7

4. SSPDF GHQS POSITIONS (Staff and Command) allocated to the SPLA IO & SSOA CONT -----

3. SSPDF GHQS Training
Eight Positions (6 IO and 2 SSOA).

S/No	Unit	Rank	Position	Party	Party	Total
1	Admin, Pers & Fin	Maj-Gen	Director	IO		1
2	General Training	Maj-Gen	D/Director	IO		1
3	MO	Brig Gen	Head of MO Dept.		SSOA	1
4	DGMMC (SDS)	Brig-Gen	Senior Directing Staff	IO		1
5	DGMMC	Brig Gen	D/Chief Instructor		SSOA	1
6	CSC-Malou	Brig-Gen	Head of Admin Dept	IO		1
7	Nyacigak M A	Brig Gen	Head of Admin Dept	IO		1
8	Military Research	Brig-Gen	Head Admin Dept	IO		1
	Total					8

4. SSPDF GHQS POSITIONS (Staff and Command) allocated to the SPLA IO & SSOA CONT ----

4. SSPDF GHQS Chieftaincy of Military Intelligence
Seven Positions (5 IO and 2 SSOA).

S/No	Unit	Rank	Position	Party	Party	Total
1	MI for Riverine	Maj Gen	Director	IO		1
2	MI for Counter Terrorism	Maj Gen	Director	IO		1
3	MI for G/Force	Brig Gen	D/Director		SSOA	1
4	MI for Strategic Intelligence	Brig Gen	D/Director		SSOA	1
5	MI for EWF	Brig Gen	D/Director	IO		1
6	MI for General Ops	Brig Gen	D/Director	IO		1
7	MI for Defence Health	Col	D/Director		SSOA	1
	Total					7

4. SSPDF GHQS POSITIONS (Staff and Command) allocated to the SPLA IO & SSOA CONT ----

5. Inspectorate General
Five Position (4 IO and 1 SSOA).

S/No	Unit	Rank	Position	Party	Party	Total
1.	Combat Readiness	Maj-Gen	Director	IO		1
2.	Anti-Corruption	Brig-Gen	Inspector	IO		1
3.	Admin, Pers & Finance	Brig-Gen	D/Director	IO		1
4.	Safety And Security	Brig-Gen	D/Inspector	IO		1
5.	Monitoring & Evaluation	Brig-Gen	D/Director		SSOA	1
	Total					5

4. SSPDF GHQS POSITIONS (Staff and Command) allocated to the SPLA IO & SSOA CONT

6. SSPDF GHQS Logistics

Nine Positions (7 IO and 2 SSOA)

S/No	Unit	Rank	Position	Party	Party	Total
1	Adm per, & F	Maj-Gen	Director	IO		1
2	Logistic Support Bde	Maj-Gen	Commander	IO		1
3	Depots & Ordinance	Maj-Gen	Director		SSOA	1
4	Supply	Brig-Gen	D/Director		SSOA	1
	Supply Admin, Pers &					
5	Finance	Brig-Gen	D/Director	IO		1
6	Fuel & Lubricants	Brig-Gen	Manager	IO		1
7	Transport	Col	Manager	IO		1
8	Sector Ratio	Col	Deputy Manager	IO		1
9	Depots & Lubricant	Col	D/Director	IO		1
	Total					9

4. SSPDF GHQS POSITIONS (Staff and Command) allocated to the SPLA IO & SSOA CONT

7. SSPDF GHQS Moral Orientation

Eight Positions (6 IO and 2 SSOA)

S/No	Unit	Rank	Position	Party	Party	Total
1	Admin, Per & Fin	Maj-Gen	Director		SSOA	1
2	Game and Sport	Maj-Gen	Director	IO		1
3	MO School	Maj-Gen	Director	IO		1
4	Information	Brig-Gen	Deputy Director	IO		1
5	Education	Brig-Gen	Deputy Director	IO		1
6	Child Protection	Brig-Gen	Deputy Director	IO		1
7	Archive	Brig-Gen	Deputy Director		SSOA	1
8	MO	Brig-Gen	Deputy Director			1
	Total					8

4. SSPDF GHQS POSITIONS (Staff and Command) allocated to the SPLA IO & SSOA CONT

8. SSPDF GHQS Ground Force Command Structure

Twelve Positions (9 IO and 3 SSOA)

S/No	Unit	Rank	Position	Party	Party	Total
1	G.F. Game & Sport	Maj-Gen	Director	IO		1
2	Ground Force Training	Maj-Gen	Director		SSOA	1
3	G/Force Health Service BDE	Maj-Gen	Director	IO		1
4	Field Eng. Division	Brig-Gen	D/Dir Eng. T. Inst.	IO		1
5	MO Info & PR	Brig-Gen	D/Director		SSOA	1
6	Ground Force Operations	Brig-Gen	D/Director	IO		1
7	G/Force Inct Air Defence	Brig-Gen	Adm Dept.		SSOA	1
8	G/Force Artillery	Brig-Gen	Adm Dept.	IO		1
9	Armour & Anti-Tank Div	Brig-Gen	Adm Dept.	IO		1
10	Active Reserve Force	Brig-Gen	Adm Dept.	IO		1
11	Commando command	Brig-Gen	Adm Dept.	IO		1
12	District Court Martial	Brig-Gen	DCM Member	IO		1
	Total					12

4. SSPDF GHQS POSITIONS (Staff and Command) allocated to the SPLA IO & SSOA CONT

9. SSPDF Division Level (i) Sector One

Thirteen Positions (10 IO and 03 SSOA)

S/No	Unit	Rank	Position	Party	Party	Total
1	Sector -One Logistics	Maj-Gen	Director for Logistics	IO		1
2	Military Production	Maj-Gen	Director	IO		1
3	Administration	Maj-Gen	Director	IO		1
4	Operations	Maj-Gen	Director		SSOA	1
5	Education	Maj-Gen	Director	IO		1
6	Logistics	Brig-Gen	D/Director		SSOA	1
7	M.O	Brig-Gen	D/Director	IO		1
8	Military Police	Brig-Gen	D/Commander	IO		1
9	Personnel Affairs	Brig-Gen	D/Director		SSOA	1
10	Officers' Affairs	Brig-Gen	D/Director	IO		1
11	Base Command	Brig-Gen	D/Commander	IO		1
12	Medical Services	Brig-Gen	D/Commander	IO		1
13	Signal Corps	Brig-Gen	D/Commander	IO		1
	Total					13

4. SSPDF GHQS POSITIONS (Staff and Command) allocated to the SPLA IO & SSOA CONT

10. SSPDF Division Level (ii) Sector Two

Thirteen Positions (10 IO and 3 SSOA)

S/No	Unit	Rank	Position	Party	Party	Total
1	Sector -Two Logistic	Maj-Gen	Director	IO		1
2	Military Production	Maj-Gen	Director	IO		1
3	Administration	Maj-Gen	Director	IO		1
4	Operations	Maj-Gen	Director		SSOA	1
5	Education	Maj-Gen	Director	IO		1
6	Logistics	Brig-Gen	d/Director		SSOA	1
7	M.O	Brig-Gen	D/Director	IO		1
8	Military Police	Brig-Gen	D/Commander	IO		1
9	Personnel Affairs	Brig-Gen	D/Director		SSOA	1
10	Officers' Affairs	Brig-Gen	D/Director	IO		1
11	Base Command	Brig-Gen	D/Commander	IO		1
12	Medical Services	Brig-Gen	D/Commander	IO		1
13	Signal Corps	Brig-Gen	D/Commander	IO		1
	Total					13

4. SSPDF GHQS POSITIONS (Staff and Command) allocated to the SPLA IO & SSOA CONT

11. SSPDF DIVISION LEVEL (iii) SECTOR THREE

Ten Positions (8 IO and 2 SSOA)

S/No	Unit	Rank	Position	Party	Party	Total
1	Sector - Three Ops	Maj-Gen	Director	IO		1
2	Military Production	Maj-Gen	Director		SSOA	1
3	Administration	Maj-Gen	Director	IO		1
4	Education	Maj-Gen	Director	IO		1
5	Operations	Brig-Gen	D/Director		SSOA	1
6	Logistics	Brig-Gen	Director	IO		1
7	M.O	Brig-Gen	D/Director	IO		1
8	Military Police	Brig-Gen	D/Commander	IO		1
9	Officers' Affairs	Brig-Gen	D/Director	IO		1
10	Base Command	Brig-Gen	D/Commander	IO		1
	Total					10

4. SSPDF GHQS POSITIONS (Staff and Command) allocated to the SPLA IO & SSOA CONT

12. SSPDF Air Force and Air Defence Command Structure

Eight Positions (6 IO and 2 SSOA)

S/No	Unit	Rank	Position	Party	Party	Total
1	Air Force SAD Command HQS	Maj-Gen	Chief Of Staff	IO		1
2	Air Force & SAD Command HQS	Maj-Gen	D/Chief of Staff		SSOA	1
3	Strategic Air Defence Academy	Brig-Gen	Director		SSOA	1
4	AF & SAD Training	Brig-Gen	D/Director	IO		1
5	AF & Sad Logistics	Brig-Gen	Director	IO		1
6	AF & Sad Games & Sport	Brig-Gen	Director	IO		1
7	Air Traffic Control Unit	Brig-Gen	D/CDR	IO		1
8	AF & SAD M. O	Brig-Gen	Director	IO		1
	Total					8

4. SSPDF GHQS POSITIONS (Staff and Command) allocated to the SPLA IO & SSOA CONT

13. SSPDF Riverine Command Structure

Eight Positions (6 IO and 2 SSOA)

S/No	Unit	Rank	Position	Party	Party	Total
1	Riverine Command HQS	Maj-Gen	D/Com	IO		1
2	Operations	Brig-Gen	Director	IO		1
3	Logistics	Brig-Gen	Director		SSOA	1
4	Administration	Brig-Gen	D/Director	IO		1
5	Training	Brig-Gen	D/Director		SSOA	1
6	Production	Brig-Gen	D/Director	IO		1
7	Riverine BDE HQS	Brig-Gen	D/CDR	IO		1
8	Logistics	Brig-Gen	D/Director	IO		1
	Total					8

4. SSPDF GHQS POSITIONS (Staff and Command) allocated to the SPLA IO & SSOA CONT ----					
13. Ministry of Defense & Veteran Affairs					
S/No	Unit	Rank	Position	Party	Total
1	Office of D/Minister	Maj Gen	Executive Director	IO	1
2	Ministry Economic	Maj Gen	Director for Projects	SSOA	1
3	Directorate of Policy Planning	Maj Gen	Dir of rese & str. analysis	IO	1
4	Directorate for ex. Relations	Brig Gen	Director for gender	IO	1
5	Directorate of Higher Educ	Brig Gen	Dir for career Devel.	SSOA	1
6	Directorate Higher Ed & colleges	Brig Gen	D/Director	IO	1
7	Directorate for Internal Audit	Col	D/Director	IO	1
8	Directorate for Procurement	Brig Gen	Director for purchase	IO	1
9	Director for Budget & Finance	Brig Gen	D/Director	IO	1
10	Dept for Human Resource	Brig Gen	Dir. for Pers Affairs	IO	1
11	Dept for Adm & general service	Brig Gen	D/Director	IO	1
12	Office of Inspector general	Brig Gen	D/Dir. combat redres	SSOA	1
13	Dept of Physical tes & medical	Col	D/Director	IO	1
Total					13

4. SSPDF GHQS POSITIONS (Staff and Command) allocated to the SPLA IO & SSOA CONT ----					
13. Veteran Affairs					
S/No	Unit	Rank	Position	Party	Total
1	Dirce for soc & cul Affairs	Maj Gen	Director General	IO	1
2	Directorate for pers. Affairs	Brig Gen.	D/Director	SSOA	1
3	Directorate for state affairs	Brig Gen.	D/Director	IO	1
4	Directorate for W/Heroes	Brig Gen.	D/Director	IO	1
5	Directorate for Data Base	Brig Gen.	D/Director	IO	1
Total					5

4. Table showing positions allocated to the SPLA IO and SSOA by Ranks

TABLE SHOWING POSITIONS ALLOCATED TO SPLA IO & SSOA BY RANKS

S/NO	PARTICULARS	MAJOR GENERAL		BRIGADIER GENERAL		COLONEL		REMARKS
		SPLA	SSOA	SPLA	SSOA	SPLA IO	SSOA TOTAL	
1	SSPDF GHQS Administration, Personnel & Finance	3	1	5	2	2	13	Staff & Command positions
2	SSPDF GHQS Operations	1	1	3	1		7	Staff positions
3	SSPDF GHQS Training	2	1	2	2		8	Staff positions
4	SSPDF GHQS Headquarters of Military Intelligence	2		2	2	1	7	Staff positions
5	Inspectorate General	1		3	1		5	Staff positions
6	SSPDF GHQS Logistics	2	1	3	2	1	9	Staff positions
7	SSPDF GHQS Moral Orientation	2	1	2	1		8	Staff positions

5. Table showing positions allocated to the SPLA IO and SSOA by Ranks ... Cont.

8	SSPDF GHQS Ground Force Command Structure	2	1	7	2		12	Staff & Command positions
9	SSPDF Division Level (I) Sector One	4	1	6	2		13	Staff & Command positions
10	SSPDF Division Level (II) Sector Two	4	1	6	2		13	Staff & Command positions
11	SSPDF DIVISION LEVEL (III) SECTOR THREE	3	1	5	1		10	Staff & Command positions
12	SSPDF Air Service and Air Defence Command Structure	1	1	5	1		8	Staff & Command positions
13	SSPDF Riverine Command Structure	1		5	2		8	positions
14	Ministry of Defense & Veteran Affairs	2	1	7	2	1	13	Staff positions
15	Affairs	1		3	1		5	Staff positions
15	Veteran Affairs	31	10	69	22	6	139	Staff positions

Source: confidential images obtained by Panel

Annex 9: Joint Defence Board order to return to training centres, dated 11 September 2023

September 11th 2023

Joint Defence Board Media Unit

Joint Statement on Return of NUF to Training Centres

This joint statement serves to inform all graduated NUF to return to their respective training centres within 7 days effective from today (11th, September, 2023)

- ✓ Verification teams will be sent to all training centres as soon as possible.
- ✓ Food items for training centres in Greater Equatoria is already delivered.
- ✓ Food items for training centres in Greater Bahr El Ghazal Region will reach in the next 24 hours.
- ✓ Food items for Training Centres in Greater Upper Nile region will be delivered by boats/barges.

Any member of NUF who misses the forthcoming verification, will not be deployed/redeployed and will not be allowed to joint Phase two.

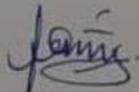
Specific announcement to ranks and files of SPLA-IO.

- ✓ All are required to report to cantonment centres with their personal weapons for Phase Two.
- ✓ No soldier without a gun will be allowed to enter any of the training centres.

Signed.....

1. Major General Lul Ruai Koang "PSC" (ET)
SSPDF Spokesman

2. Colonel Lam Paul Gabriel,
SPLA-IO Spokesman



Annex 10: Joint Defence Board agreement on 'phase 2' cantonments and barracks, dated 7 September 2023



Republic of South Sudan
Joint Military Ceasefire Commission
(JMCC)



7th Sept 2023

Joint Defence Board, JDB
Juba, South Sudan

Notification on the newly agreed Phase Two Cantonments and Barracks.

The Joint Military Ceasefire Commission met on Tuesday 29th August 2023 at South Sudan Hotel and discussed the commencement of phase two cantonments and barracks.

After long discussion on numerous challenges which including; location accessibility, numbers of sites, security and distances.

Therefore, the JMCC agreed for Seventeen (17) cantonments, Eleven (11) SSPDF main barracks and 13 organized force's HQs in 10 States and 3 Administratives Areas as well as Assemblies sites.

JMCC is hereby informing all peace partners (RJMEC, CTSAMVM ..etc) to familiarize with the newly agreed sites.

Therefore, the Commission will assess and verify upon the availability of fund from the National Transitional Committee (NTC).

Attached is the detailed copy of the agreed locations.

Please accept the assurance of our best regards.

Regards





Lt. Gen. Koang Gatkuoth Kerjiek,
Chair of JMCC,
Inspector General of SSPDF
Juba, South Sudan

Maj. Gen, Kulang Mayen Kulang
Co-Chair of JMCC
D/CMI, SSPDF
Juba, South Sudan



Maj. Gen, John Pham Gatjiek,
Head Secretariat, JMCC
Juba, South Sudan

- CC:
- National Transitional Committee, NTC
 - RJMEC
 - CTSAMVM
 - File



Republic of South Sudan
Joint Military Ceasefire Commission
(JMCC)



AGREEMENT ON CANTONMENT AREAS FOR PHASE TWO (2)

Resolutions:

29th August 2023

Pursuant to Article 2.2.3.3, of the Revitalized Agreement on the Resolution of Conflict in the Republic of South Sudan, (R-ARCSS 2018) all forces shall be cantoned under supervision of the current monitoring bodies at their present barracks and cantonment sites. Cantoned forces shall be assembled in accessible areas and in a size of not less than a battalion.

The parties agreed to immediately commence cantonment of opposition forces in seventeen (17) cantonment sites, whereas the SSPDF will be cantoned in eleven (11) main barracks and Other Organized Forces will be cantoned in (10) Ten States HQs plus three (3) Administrative areas HQs for Phase two, as indicate in the table below:

S/NO.	STATE	AREAS OF CANTONMENT (SPLA-IO & SSOA forces)	Assembly areas	Barracks	Police & other Organize Forces
1.	UNITY	1. Rupkong 2. Kuer Deat	Rupkong Assemblies - Panyinjar - Mirmir Kuer Deat Assemblies - Dhorbor - Bong - Man-nyathiang	Division Four (4) HQs, Bentiu	Other Organized Forces HQs, Bentiu



1

2.	WESTERN EQUATORIA	1. Bhari 2. Lirango	- Dumo - Modubayi	Division Six (6) HQs Maridi	Other Organized Forces HQs Yambio
3.	CENTRAL EQUATORIA	1. Kendilla 2. wunliet	Assemblies - Lobojo - Talang Wunliet Assemblies - Dolo	Division Nine (9) HQs, Juba	Other Organized Forces HQs, Juba
4.	EASTERN EQUATORIA	1. Ashwa 2. Irube	Irube Assemblies - Camp 15 - Ngaluma Assemblies - Loyoro - Kalarow	Division Seven (7) HQs, Torit	Other Organized Forces HQs, Torit
5.	JONGLEI (Bieh/Phow/Pibor/Jonglei)	1. Thennet 2. Mat 3. Gatdiang (Laraken)	Assemblies - Laprap - Kissingor - Pochalla - Awawa Mat assemblies - Dor - Langkan	Division Eight (8) HQs, Malual Chat Division Ten (10) HQs, Gatdiang	Other Organized Forces HQs, Bor



2

13	Pibor Administrative Area				Other Organized Forces HQs, Pibor
14	TOTAL	17 CANTONMENT SITES	41 Assembly Areas	11 Divisions	13

Lt. Gen. Koang Gatkuoth Kerjok,
Chair of JMCC,
Juba, South Sudan



Maj. Gen. Kulang Mayen Kulang,
Co-Chair of JMCC,
Juba, South Sudan

30-8-2023

Maj. Gen. John Pham Gatjiek,
Head Secretariat, JMCC
Juba, South Sudan

Annex 11: Ammunition shown to the Panel

Samples of ammunition shown to the Panel in October 2023 and in October 2022.

Much of the ammunition can be traced to older known government stockpiles. The headstamps on several bullets do, however, indicate that they were likely manufactured in 2018, 2019, and 2020, after the imposition of the arms embargo by resolution 2428 (2018).

The Panel has previously highlighted the import of small arms and ammunition from Sudan in 2019 in its report [S/2020/342](#). Several sources interviewed by the Panel have indicated that ammunition bearing the headstamps '40' are likely to have been manufactured in Sudan, post 2015, potentially corroborating the Panel's earlier findings.



Source: Panel's own images

Annex 12: Arms depot explosions

Several explosions have been reported at SSPDF weapons storage facilities over the past year.

On 8 June 2023, there was an explosion at an armoury at SSPDF Division 4 headquarters outside Rubkona, near Bentiu town. This incident reportedly resulted in more than a dozen military and civilian injuries. Debris, including unexploded ordnance, was scattered over a two-kilometre radius.¹⁷⁶ Similar events have been reported in Eastern Equatoria and Western Bahr el Ghazal.¹⁷⁷

Aftermath of explosion at facility near Bentiu in Unity State.



¹⁷⁶ Correspondence with a senior representative of the United Nations Mine Action Service (UNMAS), June 2023.

¹⁷⁷ Reporting by international monitors on incidents in Eastern Equatoria and Western Bahr el Ghazal, obtained by the Panel, June 2023. See also, Eye Radio, Torit ammunition store bursts in flames, causing explosions, 29 November 2022.

Annex 13: Statement by People’s Coalition for Civil Action on violence in Pochalla, dated 21 September 2023



The People’s Coalition for Civil Action
Juba, South Sudan
Email: thecivilactionssd@gmail.com

September 21, 2023

For Immediate Release

The PCCA Condemns Atrocities in Pochalla

The PCCA condemns strongly, atrocities committed by the South Sudan People’s Defense Forces (SSPDF) on Sunday, Monday, and Tuesday in Pochalla. The atrocities followed clashes between SSPDF and armed youth in Pochalla. An eyewitness revealed that a certain commander of the SSPDF, Colonel Achuil Ayat, ordered the assassination of Colonel Joseph Okony Okwom Othow, a Former SSPDF area commander and local citizen of Pochalla. He was shot at 7 am by SSPDF officers as he was coming out of his house.

The eyewitness said when he woke up on Sunday morning (17th September 2023), some minutes to 7 am, he saw about 40 soldiers, commanded by a 1st lieutenant, having surrounded the neighborhood where Col. Joseph’s house is located. The eyewitness said he also saw a local police officer and a local peace volunteer walked to the soldiers to inquire what was happening. While they were trying to calm the soldiers down, Col. Joseph Okony, who was still sleeping, heard the locomotion and jumped out of his house in his pajamas, and the soldiers shot him immediately without asking questions. Col. Joseph was unarmed when he came out of his Tukul. The peace volunteer was screaming at the soldiers not to shoot, but they did not listen. They inspected Col. Joseph and found him dead.

The soldiers also shot and wounded a Former Queen of Anyuak. She was shot in the lower abdomen in the front and the bullet came out from her rear. She is popularly known locally as Nyigoca or Awilli. She was the wife of Late King Odiel Gora of Anywaa. Some soldiers turned their guns at the peace volunteer, but they were ordered not to shoot him. They arrested him instead and took him with them to the barracks. He was released after 3 hours of arbitrary detention.

The residents of Pochalla upon hearing the murder in cold blood of their local hero, Joseph Okony, as they call him, and King’s wife was also shot and wounded, they sent people to Col. Achuil Ayat, the area commander to inquire why the soldiers killed OKony? The commander reportedly told the representatives accompanied by a national security officer, that if there is still someone in the community who is stubborn, that they would deal with him the same way. This response angered residents.

1 | Page

After burying Col. Okony, the following day, Monday the 18th of September 2023, the youth went on a riot, shooting in the air. The soldiers opened fire on them, and the fighting ensued. Based on the reports, some of the soldiers who felt that fighting with angry civilians was unjustified mutinied and refused to engage in combat and some did not go to the barracks.

In a panic, the Area Commander, Col. Achuil Ayat, who reportedly ordered the assassination of Okony, his perceived rival, called the military headquarters in Juba for reinforcement, basically exaggerating the incident, and calling it a rebellion. The government sent in two helicopters to thwart "the rebellion".

On Tuesday morning, the fighting resumed. This time, the soldiers went on a rampage and the gunships came back and indiscriminately shot at civilians and dropped bombs in residential areas. Based on the report, 21 children have drowned, and 7 others are missing as they tried to flee the violence. We are not able to confirm how many youths and government soldiers have been killed. One of the residents we spoke to reported that about 25 or more houses were burned because of the bombing. A community radio was damaged as well as a solar powered community water pump. A church was also destroyed by bombing. After intensive bombing, the gunships landed and Col. Achuil Ayat and 5 of his bodyguards were evacuated to Juba. It is not clear who is commanding the force right now.

Residents in Pochalla involved in the fighting report that they have not rebelled against the government, they are defending their community from indiscriminate assault by rogue elements of the national army. They reported that some of the SSPDF forces are not involved in the fighting and youth are not fighting them. On Wednesday the situation was calm as the soldiers remain in the barracks and the youths are in their villages. There are reports of some displacement and about 62 refugees are reported to have crossed into Ethiopia and other residents of Pochalla have fled to the bushes or neighboring villages.

These episodes of violence do not have happen in a vacuum. They are part of the broader leadership and state failure in South Sudan. From what we have gathered, this is more a political issue than it is a military issue. On the 31st of March 2022, King Akway Nyigo Akway of Anyuak with his Council, wrote a letter to President Kiir in which they cited continued unprovoked attacks against the Anyuak civilians by armed elements of a neighboring community, political and economic marginalization, and attacks on the long-standing relationship between Anyuak and Ethiopia, plots to take Anyuak land, corruption, and mismanagement of resources. In the letter, they proposed solutions to their grievances.

The President has not responded to this letter based on the report. The grievances addressed to the President then degenerated into a serious administrative matter, and it has gone on for 18 months without definitive political decision. This is what has now turned violent.

This situation is a clear demonstration of leadership and state failure. If one receives a letter from a King of a particular community, that matter ought to be treated with a sense of urgency.

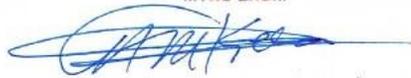


The fact that it is going nearly two years since the letter of the King of Anywak to the President without a response is telling.

The PCCA expresses its support and solidarity with the Anywak people and strongly condemns the government's disproportionate use of force against civilians, especially indiscriminate bombing. We also condemn the assassination of Col. Joseph Okony, a local hero of the Anywak people. Those who ordered his assassination and those who executed the order should be held responsible in the court of law.

We call upon the government to order SSPDF soldiers to ceasefire and to make peace with the residents and further call upon the government to stop the mobilization of allied militia reportedly marching towards Pochalla. We call for an independent UN-led investigation to establish the facts.



...The End...




Annex 14: Press release by Pochalla Youth Association, dated 19 September 2023

PRESS RELEASE:

THE FIGHTING IN POCHALLA, SOUTH SUDAN

We, the Anyuak youth in Pochalla County, would like to inform South Sudanese, the region and the international community about the unfortunate incident that took place on 18th September 2023 in Pochalla town.

On 17th September 2023, Colonel, Joseph Okony O. Okwom who was the SSPDF commander in Pochalla was killed by the orders of Colonel, Achuil Ayat the current SSPDF commander in Pochalla. In fact, a few months ago, Colonel Joseph O. Okwom was relieved from his commanding position as the overall commander in Pochalla and was replaced by Colonel Achuil Ayat. After his removal, Joseph Okwom opted to remain and stay in Pochalla, his hometown, as a private citizen.

However, when Colonel Achuil Ayat arrived in Pochalla, he convened a community meeting and demanded that Colonel Joseph Okwom leave Pochalla town. He was advised by the community that commander Joseph Okwom is living in his hometown as a private citizen and has not committed any crime. Hence, there were no any solid reasons that warrant his removal from the town.

In the morning of 17th September 2023, Colonel Achuil Ayat decided to take law into his own hands. Accompanied by soldiers, he went to Joseph Okwom's house in Pochalla and assassinated him in cold blood in front of his family and the entire community. Also, an Anyuak innocent woman was also killed.

After the tragic incident the perpetrators went into town causing chaos and were shooting randomly. To protect the vulnerable and innocent civilians, our youth organized themselves, and on Monday, 18th September 2023, they pushed perpetrators out of town and back to their base. In the same afternoon, South Sudan Defense Force, SSPDF sent two Helicopter gunship and launched indiscriminate attack on civilians in town of Pochalla. The Helicopters are stationed in Pibor, capital of GPAA. They're scheduled to resume their attacks from Pibor anytime.

It is worth mentioning that other members of SSPDF in Pochalla have distanced themselves from this barbaric and heinous act by their commander and are currently safe with us.

We, would like to assure the people of South Sudan, the region and the international community that what happened in Pochalla is not a rebellion. We are forced to defend our vulnerable and innocent civilians from the barbaric actions by Colonel Achuil Ayat.

Finally, we the Anyuak youth condemn in the strongest terms possible the killing of Colonel Joseph Okony Okwom (Torit) by the commander of SSPDF in Pochalla, Colonel Achuil Ayat, and demand thorough investigation into the matter. We also appeal to SSPDF to stop bombarding civilian infrastructures in Pochalla.

Greater Pochalla Youth, South Sudan

okothowity@yahoo.com

19th September 2023

Annex 15: Statement by Pochalla Youth Association, dated 29 September 2023

POCHALLA YOUTH ASSOCIATION (PYA)

29/09/2023

Lt. Gen. Deng Wol,
Chief of Defense Forces
South Sudan People Defence Forces (SSPDF)
Bilpam, Juba

Reference: The Genesis of Pochalla Fighting: Targeting and Killing of Anyuak Leaders

Dear General and the delegates,

First and foremost, we want to strongly condemn the statement of Maj: Gen: Lul Ruai on the recent conflict in Pochalla, calling the youth and the entire community as rebels. We also want to condemn, in the strongest terms possible, the harsh response of the national government to bombard the civilians with gunships. It is sad that the response was informed by prejudice and lack of good judgment on the side of those who are placed in government positions or working to implement the Pibor agenda. We are greatly shocked to hear irresponsible statements from army leadership. This statement, in our view, originates from Pibor because it is a song they have been singing and the SSPDF Spokesperson sadly danced to the tone.

We also want to dismiss the allegations of the Chief Administrator that there is involvement of Ethiopian forces in the conflict in Pochalla. He should refrain from misinformation and recruiting high level government officials in their de-campaigning rhetoric.

We therefore want to provide a bit of context to what happened in Pochalla. In brief, the GPAA leadership has been trying everything within its power to pit the government against the Anyuak people after the demand for exit.

1. You may recall that the Anyuak community in Pochalla publicly expressed its disappointment with Greater Pibor leadership over the atrocious acts of the Murle community with whom they share one administrative area. In a letter addressed to H.E. Salva Kiir Mayardit in March 2022, the community demanded exit from GPAA, and the reasons were clear including but not limited to rampant killings of innocent people, abductions of children, marginalization in political and economic field with Murle claiming the biggest share of the cake, corruption and mismanagement of resources and land encroachment.
2. This demand was not received well in Pibor whose authority has been challenged. It resulted in severe relations between Pibor and Pochalla with Pibor trying all it could to intimidate the civil population in Pochalla. Pibor scaled up attacks on the civilians and detained civil servants' salaries. Pibor abused state powers by weaponizing everything to fight the Anyuak community. Not only that, Pibor labeled the community as rebels and

looked for every opportunity to make the government believe that. Despite these scathing measures, the Anyuak community remains firm in their demand.

3. You may also remember that President Salva Kiir sent a delegation to Pochalla to listen to their grievances around November 2022. However, there was no feedback of any kind, whether good or bad.
4. After realizing they (Pibor leadership) would not achieve their agenda unless SSPDF leadership on the ground is changed, they effected the change of SSPDF leadership using Maj. Gen. Joshua Konyi. They achieved their objectives when Col. Achuil Ayat Deng, was brought in as the new Area Commander replacing the deceased Col. Joseph Okony. According to them, once Achuil settles he would kill all Anyuak leaders who support community demand for exit and facilitate the coming of the rejected commissioners. Thereby, dealing away with the demand for exit from Pibor.

In a quest to achieve these and as a confirmation to this conspiracy, Col. Achuil Ayat Deng did the following that led to the recent and ongoing conflict.

1. Firstly, Col. Achuil Ayat undermines the Acting commissioner, Mr. Owiti Olung, and looks down on him on the pretext that he is not an appointed commissioner. Despite being briefed of the row between Pibor and Pochalla, the community demand for exit and community's rejection of the appointed commissioners from Pibor, Achuil stubbornly continues to push for the coming of the rejected commissioners from Pibor as he keeps on saying, "It is not good for the county to be without an appointed commissioner." After realizing his techniques would not work, he resorted to charming the Acting Commissioners to accept appointments from Pibor-something the youth and the entire community is totally against.
2. Secondly, Col. Achuil carried out arbitrary arrests of soldiers who were seen to have a close relationship with the civilians or former Area commander, Col. Joseph Okony. He tortured officers and treated them badly.
3. Thirdly, Achuil targets intellectuals who are seen to have a voice and influence within the community. For example, he summoned Pochalla Community Radio Manager before the local authority and accused him of incitement.
4. Fourthly, Achuil threatened his predecessor and gave an ultimatum to leave Pochalla for Juba or Otallo, the deceased home village. "Pochalla cannot take both of us," he sternly warned. However, We are aware that Juba and other big towns in South Sudan are full of SSPDF officers with similar ranks, some with government assignments and some without assignments but they can still fit in the same city or town without any problem. But Achuil with his ill intention uttered these inflammatory words that made people wonder what the end results of all these harsh words could be.
5. In his short time in Pochalla, Col. Achuil creates mistrust between the soldiers and the civilians who have been living peacefully for decades. He created SSPDF phobia in the civilians who have been feeding these soldiers for years. For instance, he rarely moves

within the community but whenever Achuil gets outside of the Barracks, he goes with over 20 bodyguards who are armed with every kind of weapon at their disposal. Achuil fired every big artillery over the civilians two weeks before this unfortunate event, for almost an hour, in pretext of trying a gun that was repaired or maintained.

6. On 16/09/2023, Achuil conducted an unauthorized military search within the community for 1st Lt. Makoor who escaped from prison after being put in a military cell for months. Just to provide a bit of context, during the time of arrest Makoor ran to Prince who finally handed him over to Achuil to serve his sentence. In his conversation with the Acting Commissioner over the issue of the escapee and his intention to conduct the such, he was told not to carry out the search within the community as it would create unintended effects. However, he insisted and went on with the exercise.
7. Col. Achuil ordered the killing of his predecessor, Col. Joseph Okony Okwom, an iconic figure in SSPDF and in the community. On 17/09/2023, he sent soldiers to the residence of Col. Joseph Okony allegedly searching for the escapee Makoor. This encounter resulted in the killing of his predecessor, Col. Joseph Okony, without any cause.
8. Achuil refused to bury his predecessor after killing him. He told the relatives of the deceased and the community should bury their own son. He also warned that any person who is stubborn will face the same fate. Hence, Achuil's actions confirm his intention to kill Anyuak leaders one after another to weaken the demand of the people and finally return people to Pibor.
9. Col. Achuil ordered indiscriminate shooting in the residential areas the following morning after killing Col. Joseph Okony. This provoked the youth and led to recent and current fighting that led to the loss of lives from both SSPDF and youth.

All these and many other reasons led to the recent bloodshed. However, we need to note that the Pochalla community has been living peacefully with the soldiers for the last 9-10 years. Some of these SSPDF soldiers have lived in Pochalla for more than 2 decades and have no other place to call home. Today many people have lost their lives due to the greed and selfishness of Achuil who accepted bribes from Pibor to implement their deadly agenda.

Here are short term and long term solutions to the current conflict:

Short terms solutions

1. We are calling on the president to hold to account those who ordered and/or executed the assassination of Col. Joseph Okony.
2. As a short solution to the current problem, we need the following officers and NCOs to leave Pochalla with immediate effect as they are the people behind the ongoing conflict: Col. Achuil Ayat Deng, Achuil Mabior, Bol Kuot, Jacob Manut, Paul Mathiang, Makuach Panchol, Samuel Duot, Peter Deng.

3. The President should constitute a neutral and independent UN-led investigation committee to establish the facts pertaining to the recent conflict that results in loss of lives.
4. We demand the SSPDF spokesperson to retract his inflammatory statement labeling youth and the entire community as rebels. He must also apologize to the family of the slain commander for calling a rebel leader, a dedicated SSPDF commander who remained a loyal SSPDF officer until the time of his demise.
5. The Presidency should release a statement on the deployment of gunships on the Anyuak community.
6. The President should release the findings of the Mark Nyapuoch led committee who came to Pochalla to listen to the grievances of the community and feedback be given to the community on their demand for exit from Pibor.
7. The National Government should provide reparations and reconstruction assistance to the residents of Pochalla whose houses were burned and public infrastructures destroyed.
8. The president should instruct GPAA leadership to release Pochalla civil servants' salaries that have been detained for the last two years as a result of Anyuak's demand for exit.
9. The president should split the GPAA budget between Pochalla and Pibor to avoid further misunderstanding between the two counties and communities.
10. The president should appoint commissioners directly from his office to administer the affairs of the Pochalla community.
11. UNMISS to establish a temporary base in Pochalla to monitor the security situation and de-escalate the tension.

Long terms solutions

12. The SSPDF base in Pochalla should be relocated far away from the community to avoid future similar misunderstanding.
13. The SSPDF base in Pochalla should be led by Anyuak sons and daughter who understand and appreciate the culture
14. The president should administratively separate Pochalla from Greater Pibor Administrative Area as demand by the community

Yours sincerely,

Openyi Atie Opuri
Chairperson,
Pochalla Youth Association-Pochalla




Annex 16: Press statement by NGO Intrepid South Sudan, dated 2 October 2023



Block 1,
P. O. Box 001, Bor town
Jonglei State – South Sudan
Website: www.intrepidsouthsudan.org
Email: info@intrepidsouthsudan.org
Tel: +211 918-486-839

PRESS STATEMENT

2nd October 2023

Reports from Greater Pibor Administrative Area (GPAA) indicates an impending continuation of aggression against the Civilians in Pochalla County to be perpetuated by a portion of South Sudan People' Defence Forces in Pibor with a number of civilians mobilized especially from Verteth and Pibor; over 700 armed joint SSPDF and Civilians are reported to be currently trekking in the bushes on their way to Pochalla. The September deadly confrontation between the SSPDF and the armed civilians was a horror that should be accounted for and repetition of the same should be avoided at all costs. Violence should never be an option in any circumstances involving civilians.

This is a worrisome development.

We are appealing to the Commanders of SSPDF and other organized forces in GPAA and Pochalla in Particular to pay the necessary attention to this matter and ensure civilians are protected and their properties safeguarded from such aggressions. This statement equally seeks attention of the South Sudan's Ministry of Defence and Veteran Affairs to verify, investigate and take necessary measures to prevent a repeat of violent confrontation in Pochalla. They ought to be listened to and their concerns addressed amicably.

Thank you!

For more enquiry, reach us through the above contacts.



INTREPID South Sudan (ISS) is a Nongovernmental, Non-profit Civil Society Organization, focusing on promoting Democratic Governance, Rule of Law, Climate Change and Research – through Capacity building, Emergency Intervention, Early Warning, Advocacy and Activism.

Annex 17: Attack helicopters observed in South Sudan

Over the last year, the government has increasingly turned to using Mi-24 attack helicopters to conduct various military operations, including strikes on civilian areas. In addition to repeated attacks on civilians in Pochalla, attack helicopters were also deployed in December 2022 to provide aerial support for SSPDF forces in the context of large-scale violence in Upper Nile.¹⁷⁸ Similarly, following the violence in June 2022 in Tonj North, Warrap State at least one helicopter gunship was deployed under the direction of several senior security commanders.¹⁷⁹ The use of these gunships has been criticized by some Members of Parliament.¹⁸⁰

As of 2016, the government had at least three operational Mi-24 attack helicopters, and one additional helicopter awaiting delivery.¹⁸¹ In 2019, five Mi-24V and five Mi-24 helicopters were documented, although several of these helicopters were believed to be non-operational.¹⁸²

Satellite imagery analysis conducted by the Panel suggests that the SSPDF had at least five helicopters at its disposal in 2022 and 2023, though these do not all appear to be Mi-24 attack helicopters. These helicopters were largely observed at the military end of Juba International Airport and at the Bilpham military headquarters, near Juba. Two helicopters were observed parked at the Luri airfield until June 2022, though it is unclear where these are now located and whether or not they are airworthy.

¹⁷⁸ Reports obtained from international observers and monitors in Upper Nile, December 2022. Interview with a Juba-based senior military commander, December 2022. See also, Sudans Post, Fierce fighting erupts near Malakal as SSPDF, Agwelek clash with civilians, 11 December 2023

¹⁷⁹ S/2022/884

¹⁸⁰ Eye Radio, MP to move motion against use of gunship in Pochalla, 21 September 2023:

<https://www.eyeradio.org/mp-to-move-motion-against-use-of-gunship-in-pochalla/>

¹⁸¹ S/2016/70

¹⁸² S/2019/301

Juba International Airport, May 2023



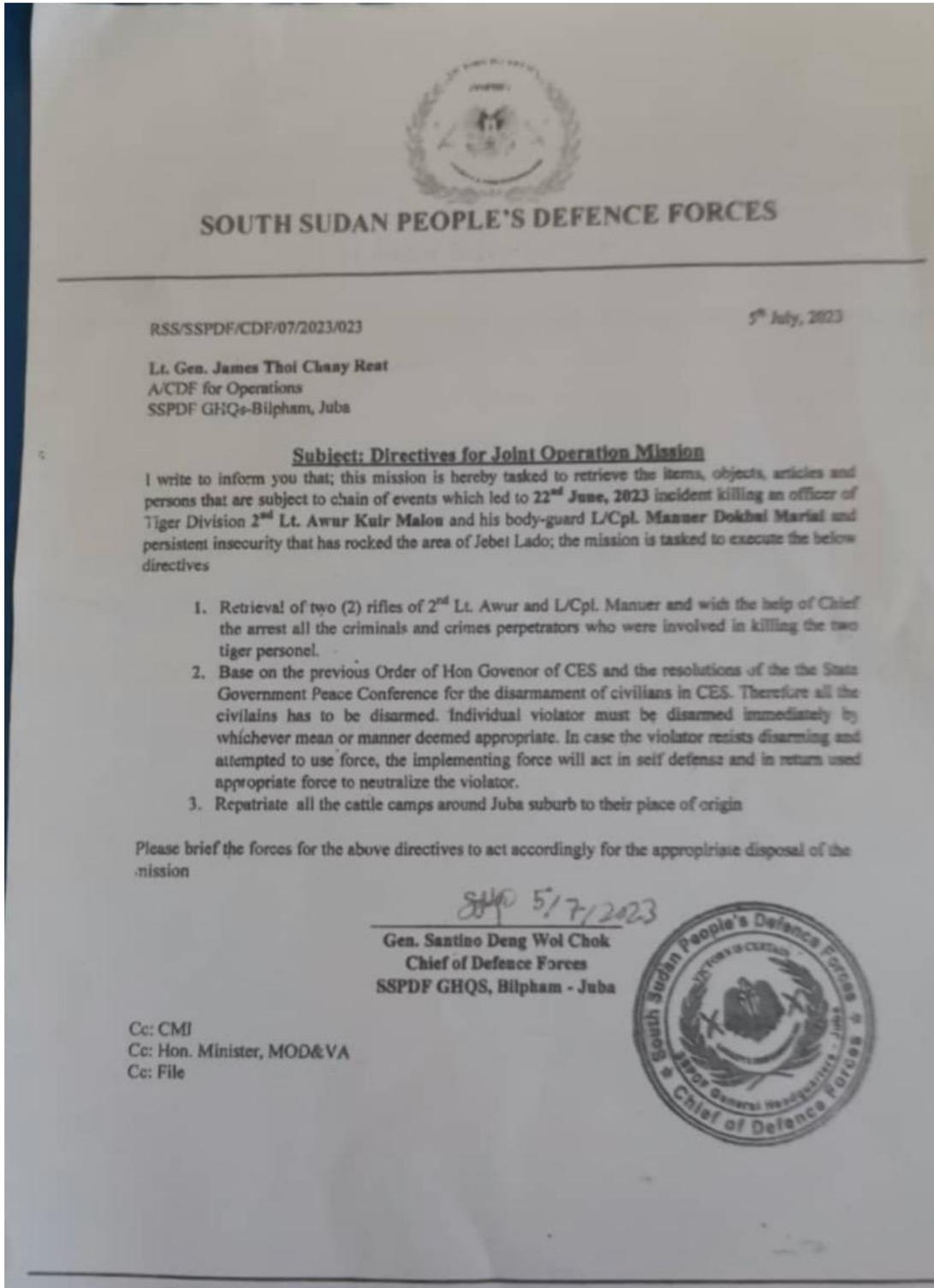
Above: November 2022. Below: September 2022

Bilpham military headquarters, May 2023.

October 2022



Annex 18: SSPDF Directive for Joint Operation Mission, dated 5 July 2023



Annex 19: Statement by Equatoria People's Alliance on SSPDF attacks against civilians in Jebel Lado (north of Juba), dated 12 July 2023

Mundari Twan na Gala under all out attack by Dinka SSPDF

EQUATORIA PEOPLES' ALLIANCE

Government of South Sudan Defense Forces (SSPDF) conducting military attacks on Mundari community of Twan na Gala 30 km towards Jebel Lado in Juba

Press Statement For Immediate Release 12th July 2023

Early today on Wednesday, the Mundari community of Twan na Gala, located North of Juba at 30 km towards Jebel Lado, came under heavy military attack by the SSPDF who deployed heavy weaponry and tanks against Mundari in their villages.

The civilian casualties of today's early morning operations against the Mundari have started to trickle into Juba with eight people brought for urgent hospital treatment.

The youngest of them is a girl of 8 years old and two other girls of 20 years old Hellen Kiden (from Dinjolo) shot in the leg, and Kiden from Jai sustained a shot in the chest, were brought to hospital today.

Poni the youngest of all was shot in the buttocks and sustained fractured pelvic.

A boy, Warnyang of 11 years old has head injuries and Wani lo Mina of 9 years old sustained gunshot wounds on the leg and at the upper arm of his body. There has been no reporting by the South Sudan Broadcasting Corporation and other media outlets in Juba on today's SSPDF led military operations against the Mundari.

The Governor of Central Equatoria State, Adil Emmanuel is lip tight and has so far issued no public statement about the heavy military operations near Jebel Lado.

Last year, the SSPDF supplied militia who are marauding in Equatoria in the guise of Dinka cattle herders, have perpetrated a string of massacres visited upon unarmed Equatorian civilians, 10 in Ngangala, 8 in Lokiliri, 27 in Kajokeji, and dozens in Mangalla and Lobonok. These systemic massacres have all met with President Salva Kiir's deafening silence, which signified the President's tacit and implicit approval of Dinka dominated SSPDF systemic, and unabated violence in Equatoria over and over again.

Equatoria Peoples' Alliance and the entire people of EQUATORIA unreservedly condemn Salva Kiir's Government policy and his Dinka SSPDF war against the Mundari community.

EPA calls upon all of Equatoria to stand in solidarity with the Mundari community at their hour of need for support and condemn Salva Kiir unreservedly for ordering the killing of Mundari civilians and seizing their cattle at gunpoint using state resources.

It is time that Equatoria nation knew where it is headed, to transition out of the failed SPLM Jieng state.

The full and sole monopoly of SSPDF Dinka army of the means to commit egregious, systemic, uninterrupted Human Rights violations against Equatorians under Salva Kiir's genocidal and tribal SPLM regime and status quo, should now be too familiar for what it is, a Jieng State that is true to its motto: we liberated you and we Jieng alone fought for this country, and it is our time to eat and rule over Equatoria with impunity, might is right as we are reminded by the systemic massacres against our people under Salva Kiir ethnic Dinka domination at gunpoint.

In the wake of systemic massacres of our people, Equatoria, Greater Pibor Administrative Area (GPAA), Western Bahr el Ghazal and all non-Dinka social groups, unite to disrupt continuation of Jieng state by stealth and might of Kiir's Dinka SSPDF militia now cooking rigging of sham elections in 2024.

EPA urges the TROIKA, EU partners, UNSC and AU to withhold lending of any support to R-TGONU's extension in office under failed President Salva Kiir and Dr. Riek Machar's leadership, and which would risk like now, the EU, AU and TROIKA Governments becoming direct or indirect accomplices to continuing unabated gross Human Rights violations in Equatoria and elsewhere in South Sudan.

EPA holds President Salva Kiir and leaders of R-TGONU responsible for failure as a state to protect civilians.

Robert Ohide,
Spokesperson
Equatoria Peoples Alliance (EPA)

Annex 20: Press release by National Salvation Front/Army (NAS), dated 15 July 2023



SOUTH SUDAN
Restoring Unity & Dignity of the People
National Salvation Front/ Army
OFFICE OF THE SPOKESPERSON
General Headquarters

Ref: NAS/OSM/07

15th, July, 2023

FOR IMMEDIATE PRESS RELEASE

The Leadership of National Salvation Front (NAS) is deeply concerned about reports of ongoing operations by the South Sudan People's Defense Forces (SSPDF) against Mundari civilians in Central Equatoria State (CES) at the villages surrounding Jebel Lado.

This operation came as a result of a directive issued by the Chief of Defence Forces (CDF), Gen. Santino Deng Wol Chok to the Assistant Chief of Defense Forces for Operations Lt. Gen. James Thoi Chany Reat for a Joint Operation Mission in a letter dated 5th July 2023, referenced RSS/SSPDF/CDF/07/2023/023. Based on the directive contained in the letter, the Joint Operation Mission was to underscore the following objectives:

1. To retrieve two rifles of 2nd Lt. Awur and L/Cpl. Manuer and with the help of Chief to arrest all the criminals and the perpetrators who were involved in killing the two Tiger personnels.
2. Based on the previous order of Hon. Governor of CES and the resolutions of the State Government Peace Conference for the disarmament of civilians in CES that all civilians have to be disarmed. Violators should be disarmed forcefully by whatever means, and if necessary, in case of resistance the forces are permitted to neutralize the violator in self-defense.
3. Repatriate all the cattle camps around Juba suburb to their places of origin.

Following this development on Wednesday 12th July 2023, the SSPDF conducted an operation against the Mundari civilians in the cattle camps, causing displacement, looting of property and injuring 8 civilians including children.

Email: samuelsuba@yahoo.co.uk

The Leadership of NAS would like therefore to make the following statements:

1. Condemns in strongest terms possible this heinous and unabated act by the leadership of SSPDF of attacking innocent civilians with the sole objective to implement their usual criminal and tribal agenda. Equally, NAS condemns the government of CES to subject their state citizens to undergo constant brutality, harassment and humiliation without state protection.
2. The language used by the CDF Gen. Santino Deng Wol Chok in his directives was violent, unprofessional, indiscriminate and general, and this directly contributed to the brutal nature of this operation against Mundari people. NAS therefore, holds CDF Gen. Santino Deng Wol Chok responsible for the atrocities against Mundari people.
3. NAS strongly questions this prompt intervention of SSPDF to disarm the Mundari and the civilians in CES, after the death of 2nd Lt. Awur and L/Cpl. Manuer. Yet on 3rd February 2023, 21 civilians were massacred in Kajo-Keji by well armed Dinka Bor cattle keepers and there was no such intervention to disarm the Dinka Bor cattle keepers nor arrest the criminals involved in cold blood massacre. This policy of selective intervention reveals the true nature of the tribal security sector in South Sudan and how this sector is often being used to achieve hegemonic tribal political agenda.
4. According to reliable sources, these two Tiger Division personnels died while on the mission of cattle rustling in the Mundari cattle camps. This, therefore, classifies the case as police matter because of its criminal nature. But the fact that the leadership of SSPDF immediately acted ultra vires indicates how criminal activities in and around Juba are executed in full acquaintance and in total coordination with security agencies.
5. President Salva Kiir has always opposed disarmament in Baher el Gazal arguing that the civilians bought the guns with their money or cows; and therefore, he cannot disarm them without compensation. On the contrary, the regime of Salva Kiir want to disarm the community of Mundari and other communities in South Sudan without compensation and in addition to that by use of force, intimidation and even killings. Double standard practices in disarmament schemes always end up in failure because such programme will not be acceptable to all.
6. Ideally, the use of force and armament is state monopoly, but in South Sudan, where there is State capture, the use of force and weapons has become tribal monopoly where individuals masquerade as state agencies. The Mundari community, being cattle herding and possessing community, and believed to

Email: samuelsuba@yahoo.co.uk

have weapons which are used for the protection of their wealth, has become a target for disarmament to render them vulnerable to cattle rustling and finally to dispossess them of their wealth in a long-run.

7. In conclusion, NAS stands in solidarity with the Mundari community in facing this affliction caused by the gruesome and murderous SSPDF and their charlatan leadership. We send our sincere sympathies and condolences to those affected, their families and wish quick recovery to the injured.

Suba Samuel Manase
NAS Spokesperson



Email: samuelsuba@yahoo.co.uk

Annex 21: Statement by Equatoria Peoples' Alliance on disarmament efforts, dated 16 October 2023

EQUATORIA PEOPLES' ALLIANCE

EPA



<https://epauf.wordpress.com>

The SSPDF Dinka-Government forces orchestrating unprecedented, massive and selective one-sided disarmament of Equatoria Mundari communities amid indiscriminate atrocities against local natives in Gemeiza, and Terekeka.

Press Statement

For Immediate Release
16th October 2023

Equatoria Peoples' Alliance is appalled that the policy of the government of South Sudan, dominated by one ethnic group, the Dinka, is laying the ground for Ethnic Cleansing and genocide in Equatoria against the non Dinka, especially the Mundari people as their first target in Equatoria among many other tribes and non-Dinka social groups.

As we go to the press, EPA is inundated with unprecedented reports about the indiscriminate beating and torturing of innocent Mundari natives by SSPDF Dinka soldiers across Mundari land, targeting in particular the Eastern Bank Mundari territories in a violent and atrocious disarmament drive. This selective disarmament against Mundari is occurring in Equatoria while the invading Dinka cattle herders roam with automatic weapons in their possession in Mundari land, unfazed, untouched and unscathed by the Dinka SSPDF initiated disarmament campaign.

The SSPDF demanded the locals to hand over PKMs and other types of weapons that the Mundari natives do not possess, and the natives are indiscriminately being penalized by way of beatings, torture and arrest for being suspected of possessing and hiding weapons, and with many innocent locals now thrown into prison in Gemeiza by the SSPDF soldiers as we write. The SSPDF Dinka soldiers, many of who have received no regular salary for over a year, have turned to making money, by charging unlawful fines against innocent Mundari civilians in the form of goats or payments for either possessing any kind of weapon or not complying with the soldiers demands. Torturing of innocent natives and their arrest goes hand in hand with random fines that are unheard of and unprecedented.

The Dinka soldiers led disarmament has also targeting Terekeka community alone, while the Dinka IDPs in Mangalla who are heavily armed with different types of rifles and automatic weapons, are unaffected by the disarmament policy. This is a selective disarmament by a Dinka Government at a time when the Dinka IDPs are the ones responsible for many incidents of insecurity, atrocious attacks and murderers with impunity of unarmed civilians in Equatoria, including on the roads, armed robberies and abductions and cattle rustling which the SSPDF Dinka soldiers have either ignored or participated in as accomplices and beneficiaries of ill-gotten proceeds in the process. The Dinka Bor cattle herders and so-called Dinka IDPs in Equatoria were responsible for scores of massacres of civilians in Kajokeji, Ngangalla, Lokiliri, Lobonok with their victims buried in mass graves, did not prompt the Dinka SSPDF to initiate disarmament against the Dinka IDPs and cattle herders for the crimes and gross human rights violations which they committed against unarmed civilians in Equatoria. The Dinka Government issued no policy for disarmament of the heavily armed Dinka militia in Equatoria as the first target. Instead, the Mundari who carried out not a single massacre of civilians in Equatoria are the target of unprecedented disarmament as a community in Equatoria, while the real culprits, Dinka Bor heavily armed militia in Equatoria who are held responsible for unprecedented massacres of civilians in Equatoria, are unscathed and blameless and against whom the SSPDF did not instigate a disarmament campaign and are still heavily armed with their possession of deadly weapons intact.

This atrocious behavior of SSPDF Dinka soldiers in this uncalled for disarmament drive in Mundari land is causing panic and insecurity in the East Bank of Terekeka towns of Gemeiza and Mangalla payams, specially where there are heavily armed Dinka IDPs from Bor with their cattle, who are unscathed by the disarmament as if they do not cause insecurity to Equatoria and to the Mundari, and do not have heavy weapons in their possession in Mundari land to inflict massacres on civilians like they have done in Ngangala, Lokiliri and Managalla itself.

There is currently ongoing widespread arrest of local natives indiscriminately to pay fines, and the numbers of those released after paying such fines and submitting or providing the demanded rifles from them are not being documented, and the exact number of people detained is not clear as the spate of arrests still continues indefinitely.

EPA notes with dismay that the disarmament started exactly on 11th of July 2023 in Terekeka, there is mounting evidence that most of the cattle camps of Dinka Bor in Central Equatoria are still awash with heavy guns and automatic weapons posing insecurity to the people of Equatoria. The disarmament is thus only targeting the Mundari community, not the Dinka cattle herders and claimed IDPs, while there is ongoing looting of cattle by the IDPs who are Mundari neighbors, Dinka Bor and most of who are in Mundari territory with their guns unperturbed by the risk of being disarmed by the Dinka SSPDF.

It was not long ago that the Mundari community of Twan na Gala, located North of Juba at 30km towards Jebel Lado, came under heavy military attack by the SSPDF who deployed heavy weaponry and tanks against Mundari in their villages. The disarmament of the Mundari is with the intent to render them defenseless in the face of the well and heavily armed Dinka Bor cattle militia disguised as IDPs in in Mundari land. All the massacres of civilians in Equatoria were perpetrated by marauding and heavily armed Dinka Bor cattle herders and militia, not the Mundari. Who then would be the legitimate target of disarmament in Equatoria, the native Mundari or the Dinka Bor heavily armed militia when gauged by the death toll, atrocities and massacres they committed against unarmed civilians in Equatoria? However, President Kiir's Dinka Government policy and Dinka SSPDF initiative is to criminalize and disarm the Mundari on one hand, and exonerate Dinka Bor culprits for their privileged special status as Dinka on the other hand. This is the policy of President Salva Kiir's Dinka Government.

EPA and the people of Equatoria condemn in no uncertain terms the targeting of the Mundari by President Salva Kiir's Dinka Government selective disarmament policy against the Mundari and the execution of it by none other than the Dinka Army, the SSPDF, while Gen Kiir Mayardit is rallying Equatorians to endorse him as Presidential candidate in the doomed 2024 election.

EPA calls on the regional and international community, and Troika Governments to add their voice of condemnation against President Salva Kiir's policy of waging war against the Mundari in the guise of disarmament that is purposed for building a hegemonic, tribal Dinka State in South Sudan, under a tribal Dinka militia (SSPDF) as the country's national army. Equatoria condemns the continuation of this Dinka rule and clearly Dinka ethnic domination in our country, and all the people of Equatoria must stand united against the return of Jieng hegemonic policy, Equatoria must stand for freedom, liberty and unfettered respect for and preservation of Equatoria Peoples and Human Rights without fear or complacency.

Equatoria Peoples' Alliance and the entire people of EQUATORIA unreservedly condemn Salva Kiir's Dinka Government policy and stand in solidarity with the Mundari people in their land. The Dinka Bor cattle herders and IDPs in Equatoria have overstayed their welcome and needed to return to their ancestral lands in Bor in the interest of preservation of peace in Equatoria and Mundari land. No disarmament anywhere in Equatoria under SSPDF and Dinka Bor heavily armed militia and cattle herders occupation.

Dr. Hakim Dario
Chairman,
Equatoria Peoples Alliance (EPA)

Email Contact: EPA.Int@epauf.blog

Annex 22: Statement from the Office of the Archbishop of Central Equatoria, dated 5 June 2023

STATEMENT FROM THE OFFICE OF ARCHBISHOP OF CENTRAL EQUATORIA INTERNAL PROVINCE
HIS GRACE DR. PAUL YUGUSUK,

ON
THE KIDNAPPING OF THE RT. REV. AMOSA DATA ELINOMA OF THE EPISCOPAL DIOCESE OF
MOROBO.

On behalf of Central Equatoria Internal Province of the Episcopal Church of South Sudan, I condemn in the strongest terms, the ambush and consequent kidnapping of bishop Amosa Data Elinoma of the Episcopal Diocese of Morobo and his driver - which happened this morning near Morobo at around 10.00 am

We have reliably learnt that this barbaric inhuman act was done by National Salvation Front NAS soldiers. We appeal to the leadership of National Salvation Army to instruct their soldiers to stop harassing servants of God and civilians.

The Rt. Rev. Amosa Data's car was stopped at gun point and kidnapped alongside his driver today a few kilometers from Morobo at around 10:00 am while he was travelling from Koboko to Morobo Diocese to chair a Diocesan Council meeting

The bishop and his driver were ordered to drive the car 100 meters from the main road into the bush - where they joined boda boda riders who had been kidnapped earlier. They were ordered to sit down from where they helplessly saw their bags looted. The Bishops bag had two cellphones, his cross, Bible, prayer book, clerical robe, stamp and church document, including a printed report that he had prepared to present at the diocesan council meeting

While some soldiers were looting the Bishop's car as well as the boda riders property , their other colleagues who were guarding the bishop categorically informed him that they are National Salvation Front soldiers and that they are targeting the church leaders because the church supports of the government.

The soldiers only stopped the barbaric act after realizing that a suspicious boba boda rider who was riding from Morobo turned back. They feared that the rider might have gone to report the matter. The Bishop saw them pour petrol on his car and torch it to ashes before they disappeared into the bushes

In conclusion, we passionately call on all armed groups in South Sudan to give peace a chance by utilizing mediation and other forms of negotiations to settle political disputes.

My the peace of our Lord Jesus Christ Prevail always - Amen

Annex 23: Statement by the Center for Legal Aid and Justice (CLAJ) further to an attack on the church vehicle, dated 6 June 2023



+211(0)920518189
+256(0)775703865
Email: clajsouthsudan@gmail.com

June 6, 2023

Office of the Governor,
Central Equatoria State

PETITION FOR THE STATE GOVERNMENT TO ADDRESS PERSISTENT INSECURITY IN CENTRAL EQUATORIA STATE

The incident that occurred at 10:00AM CAT on June 5, 2023 during which the vehicle of His Lordship Amos Data Elinoma, Bishop of the Episcopal Church of Sudan and South Sudan Diocese of Morobo was set ablaze and other personal belongings taken on Yei-Kaya road is a shock and wakeup call to all levels of government to demonstrate sincere commitment in serving the people with lasting peace. There is need for the Government of Central Equatoria State to approach and engage the national government and the guarantors of the revitalized peace agreement to expedite the Rome Peace Talks.

The recent incident clearly indicates lack of commitment to the Rome Peace Talks and must be treated as a threat to peace, security and stability in the country. The press statement issued by the office of the Governor of Central Equatoria State through the Ministry of Information and Communication on June 5th 2023 which is an honest acknowledgement of the level of threat the National Salvation Front poses must be followed by intended action for peace and complete end to all forms of violence. The June 5th incident is a horrible reminder of some of the heinous atrocities committed during the two periods of armed conflict (2013 and 2016) which have the potential to disrupt free movement of people and goods across the country.

As Center for Legal Aid and Justice (CLAJ), we are deeply concerned and strongly condemn the perpetrators of the criminal act and hereby appeal to the Government of Central Equatoria State through the office of the Governor to take immediate steps by approaching the national government, the Ceasefire and Transitional Security Arrangements Monitoring Verification Mechanism, the Joint Monitoring and Evaluation Commission and the TRIOKA countries to urgently intervene and ensure that such incidents do not recur. We also believe that the perpetrators will be apprehended and held to account for the crimes they committed.

We strongly believe and have confidence in the competence of the Government of Central Equatoria State, the Revitalized Transitional Government of the Republic of South Sudan, CTSAMVM, JMEC, and TRIOKA among others to play an important role not only in investigating the matter but ensuring a complete end to all forms of violence and human rights violations in the country.

Center for Legal Aid & Justice
VICTOR BATAILLILLAS
HRD, Adv. & Director
Center for Legal Aid and Justice (CLAJ South Sudan)
CLAJ-South Sudan
JUN 06 2023

Annex 24: Statement by the Government of Central Equatoria, dated 5 June 2023



REPUBLIC OF SOUTH SUDAN
Central Equatoria State - Juba
Ministry of Information and Communication



**STATEMENT ON THE BARBARIC ATTACK AGAINST THE MAN
OF GOD IN MOROBO COUNTY BY NAS**

His Excellency Emmanuel Adil Anthony Wani, the Governor of Central Equatoria State and his entire Government remorsefully condemns in the strongest terms possible the heartless abortive martyrdom of the Prophet of Peace, Rt. Rev. Amos Data Elinoma, the Bishop of the Episcopal Church of Sudan and South Sudan Diocese of Morobo by elements of the National Salvation Front (NAS) led by Gen. Thomas Cirillo Swaka.

The Iconic Peace-loving Bishop was ambushed by an armed contingent of NAS at 34 Miles along Yei-Kaya Road today Monday 5th June 2023. In an inhumane action, the Bishop in his divine attires with the consecrated immunities was forcefully removed from his car, subjected to distressful situation with the car set ablaze and property disowned.

H.E The Governor is informing the people of Central Equatoria State and the general Public that the Candid Bishop, who survived martyrdom for his persistent pastoral call for peace is safe with the grace of God.

The Governor, calls upon the Leadership of the NAS to reciprocate the commitment of His Excellency President Salva Kiir Mayardit to PEACE by recommitting themselves to peaceful settlement of their grievances through the ongoing Peace Talks in Rome.

The End.

Annex 25: Press statement by the Central Equatoria Internal Province Anglican Communion, dated 26 August 2023



CENTRAL EQUATORIA INTERNAL PROVINCE ANGLICAN COMMUNION

PRESS STATEMENT

Friday August 26, 2023

Bishopric Statement on the Attack, looting, torture of Christians and arrest of the Clergy of Episcopal Church of South Sudan by SSPDF Mobile Force in Yei River County of Central Equatoria State.

We the bishops, the clergies and the entire Christians of Central Equatoria Internal Province, would like to express our deepest sadness on attacks, torture, looting of Christians and arrest of the Clergy of Episcopal church of South Sudan by Mobile Force of Sudan People's Defence Forces in Nyori and Mongo Payams of Yei River County of Central Equatoria State.



On the 24th and the 25th August 2023 the Mobile Force of SSPDF attacked, looted and tortured Christians of Episcopal Church of South Sudan in Nyori and Mongo Archdeaconries of the Episcopal Diocese of Yei.

The Mobile Force further arrested and tortured Rev. Seme Mawa the pastor of Agonyakiri parish of Nyori archdeaconry and took him captive to Lasu military Barracks. They also looted the belongings including the clerical attires of Rev. Hilary Luete Moses, the Rural Dean of Ombasi Deanery of Mongo Archdeaconry.

We condemned in the strongest term possible the attack, the loot, and the torture of the christians and the arrest of ECSS cleric by Mobile Force of SSPDF in Yei River County of Central Equatoria State.

We call for the immediate release of Rev. Seme Mawa and for the investigation of the incidents and to hold those responsible accountable.



Bishops of Central Equatoria Internal Province.

Annex 26: Press statement by the SPLM-IO on the National Election Act 2012 (Amendment Bill 2023), dated 18 September 2023



18.9.2023

Press Statement on the Violation of the R-ARCSS by the SPLM-IG and its Allies in the passing of the National Election Act, 2012 (Amendment) Bill, 2023

In the Ordinary Sitting No. 25/2023, dated Monday September 18, 2023, the TNLA deliberated on the report of the Standing Specialized Committee on the National Election Act, 2012 (Amendment) Bill, 2023 in its Third and Final Reading stage, where some Members of the august House, particularly from the SPLM-IG and its allies decided to introduce a new Section in the Bill seeking to empower the President of the Republic of South Sudan to appoint, after Elections an additional number of Members of Parliament.

The decision by the SPLM IG and Allies is contrary to the provision of the Revitalized Agreement, Article 1.2.13 which states that the National Election Commission shall conduct free, fair and credible elections before the end of the Transitional Period and shall ensure the outcome reflects the will of the electorates, read together with Article 1.20.5.

In light of the above, the SPLM-IO Parliamentary Caucus would like to state the following:

1. Condemns in the strongest terms possible attempts by the SPLM-IG and its allies to make the process and the conduct of the National elections in South Sudan, undemocratic, unfair and not credible.
2. The proposal that the President be given extra powers to appoint additional number of the members of the Parliament takes away the mandate and sovereignty of the People of the Republic of South Sudan. (Art. 2. TCRSS 2011 (as Amended)).
3. We are concerned of the unfair procedure and the manner the Rt. Hon. Speaker, Jemma Nunu Kumba conducted the sitting by not maintaining the order and decorum of the house to balance participation in the deliberation by the members of the august House. By denying members of SPLM-IO and other Political parties' fair chance to express their views on this critical matter. Moreover, the Rt. Hon speaker decided to proceed without consensus and decided to usher the house into voting despite the lack of consensus on the matter.
4. It is important to note that the National Election Act, 2012 (Amendment) Bill 2023 is one of the critical Bills reviewed and amended by the NCAC pursuant to the Agreement as provided for in Article 1.18.7. which requires that the TNLA shall ratify the Bills coming from the NCAC.
5. In light of the above violations, the SPLM-IO Parliamentary Caucus condemns in no uncertain terms the continuous violation of the Agreement and disregard of the advice of the two Principals, relevant Peace implementation mechanisms, the R-JMEC and the NCAC.
6. We call upon the Principals to the Agreement, R-JMEC and the Principals to intervene and resolve this matter as soon as possible.



7. We further urge the TNLA and the Parties therein to adhere to the provision of the Agreement, Article 1.14.8 which states *"The reconstituted TNLA shall, in the conduct of its business, support this agreement and enact legislations that enables and assist the transitional processes and reforms described in this Agreement."*

Sign

Oy Nathaniel Pierino
18.9.2023

Rt. Hon. Oyet Nathaniel Pierino
Deputy Chairman and First Deputy Speaker-TNLA
RSS, Juba



Annex 27: National Election Act 2012 (Amendment Bill 2023), composition of Legislative Assembly

CHAPTER THREE COMPOSITION OF LEGISLATIVE ASSEMBLIES AND ELECTION OF MEMBERS

50. Section 60 is amended by substituting, restructuring, paragraphing subsection (2), (3) (4) and (5) of the Act to read as follows:

60. Composition of the National Legislature and Elections of its Members

(2)

(a) Fifty percent (50%) of members of the National Legislative Assembly shall be elected to represent geographical constituencies in the Republic of South Sudan;

(b) Thirty-five percent (35%) of women members shall be elected on the basis of proportional representation at the national level from closed party lists;

(c) Fifteen percent (15%) of members shall be elected on the basis of proportional representation at the national level from the closed party lists.

(3) There shall be five representatives from each State and two representatives from each Administrative Area in the Council of States elected by members of the state legislative assembly and the Administrative legislative council respectively

(4) The elected President shall appoint five percent (5%) of the three hundred and thirty two (332) members of the National Legislative Assembly.

(5) The total number of members of the National Legislative Assembly shall be three hundred and thirty two (332) representatives.

(6) The Commission shall establish additional guidelines for matters related to the procedure for election of the members of the Council of States.

Opposition groups have objected to the late addition of article 60.4, which gives the elected President the power to appoint 5 percent of the 332 Member Parliament (See Annex 26).

In addition, it is not clear how this provision is technically compatible with the remaining provisions of article 60. As no Member can both be appointed directly by the President and also “elected” to represent and geographic constituency or from a close party list, the election mechanisms described in 60.a, 60.b. and 60.c, which cumulatively describe the election of 100 percent of the 332 Member Legislative Assembly, do not appear compatible with 60.4.

One South Sudanese legislator familiar with the process told the Panel that the intention is that the elected President will appoint 17 MPs (5 percent), with the remaining 315 MPs then elected through the mechanisms described in 60.a to 60.c. In such a case, however, e.g. only around 48 percent of the 332 Members of the Assembly will have been elected to represent geographic constituencies, contravening article 60.a

Selection mechanism	Number of MPs selected	% of Assembly
Appointed by the elected President (60.4)	5% of 332 = 16.6 \approx 17 MPs	(17/332) \approx 5.1%
Elected to represent geographic constituencies (60.a)	50% of (332 – 17) = 157.7 \approx 158 MPs	(158/332) \approx 47.6%
Elected from women only list (60.b)	35% of (332 – 17) = 110.4 \approx 110 MPs	(110/332) \approx 33.1%
Elected from closed party list (60.c)	15% of (332 – 17) = 47.3 \approx 47 MPs	(47/322) \approx 14.2%
Total	332 MPs	100%

See also:

- The Sudd Institute, Operationalizing the 2023 National Elections Act: Opportunities and Challenges, 24 October 2023: <https://www.suddinstitute.org/publications/show/65371bd412bbb>
- James Okuk, What To Do Urgently For Elections To Take Place In South Sudan By 2025?, 26 October 2023